La Lettre de l'UNC Isère

http://www.unc-isere.fr/wp Décembre2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

SOMMAIRE

2023 : l'année de tous les dangers	**Page 2**
Tumulte à Bakhmut	**Page 4**
On a l'amputation facile : le récit d'un médecin français au poste médical de Bakhmout, en Ukraine	**Page 7**
L'invasion de l'Ukraine et l'histoire militaire	**Page 9**
L'attaque du pont de Crimée et les représailles russes. que dit le droit international	**Page 14**
La Russie a camouflé la prise de la Crimée en insurrection locale appelant à l'aide et maquillé son agression en « accords de Minsk »	**Page 20**
Les ruptures de la géopolitique du pétrole	**Page 23**
Selon Washington, le groupe paramilitaire russe Wagner se procure des armes auprès de Pyongyang	**Page 25**
Balkans occidentaux, talon d'Achille de l'Europe	**Page 27**
Alerte à Taïwan	**Page 30**
L'escalade du conflit entre l'Algérie et le Maroc	**Page 34**

2023 : l'année de tous les dangers

Il y a un an, nos principales préoccupations étaient tournées vers la sortie de la crise sanitaire de Covid-19, qui avait profondément et durablement déstabilisé notre système sociétal et remis en cause bon nombre de certitudes, notamment celle d'une mondialisation « heureuse » où le « doux commerce », si cher à Montesquieu, aurait permis un progrès généralisé… et une progression du modèle démocratique occidental.

Hélas, il n'en fut rien. Après l'anesthésie hivernale des Jeux olympiques d'hiver en Chine, où la neige était principalement artificielle et sans que cela n'ait entraîné un appel au boycott de la part de bons esprits préoccupés de l'état de la planète, le 24 février 2022 a marqué une bascule définitive, mettant fin à l'ère post-guerre froide et replongeant l'Europe dans une vraie guerre froide 2.0, voire 3.0, avec la menace agitée par Moscou de l'emploi de l'arme nucléaire.

Et contre toute attente, l'Ukraine de 40 millions d'habitants a fait plus que résister face à l'ours russe de 140 millions, tellement avide de reconstituer son espace du temps de la glorieuse URSS, fondée il y a tout juste un siècle, le 30 décembre 1922.

Après presque un an de guerre alliant la haute technologie du XXIe siècle aux modes opératoires du XXe et pour des objectifs rappelant le XIXe, Vladimir Poutine a lamentablement échoué, même s'il est trop tôt pour dire qu'il a perdu sa guerre, ou du moins son « opération spéciale militaire ». Certes, en ce début 2023, ce sont les armes qui parlent, entre une ligne de front plus ou moins figée où les tranchées imposent un combat d'infanterie appuyé par des frappes massives d'artillerie, et des salves de missiles de croisière et de drones de fabrication iranienne, touchant la quasi-totalité du territoire ukrainien. Les conditions voulues par Moscou : reconnaissance de l'annexion des quatre oblast du sud, démilitarisation et « dénazification », sont totalement incompatibles avec un début de négociation. Le temps reste à la confrontation militaire, même si l'épuisement est réel pour les deux camps. La différence portera sur la capacité à régénérer les forces. Pour l'Ukraine, la population fait preuve d'une résilience exemplaire, tandis que le pays parvient à maintenir un certain degré de fonctionnement de ses services publics dont les chemins de fer et l'approvisionnement du quotidien. L'enjeu porte désormais sur le maintien en condition opérationnelle (MCO) des nombreux équipements fournis par les pays occidentaux, que ce soit dans le cadre de l'Otan, de l'Union européenne (UE), ou en bilatéral, avec une multitude de soucis logistiques. Il faut aussi renforcer les capacités du corps blindé mécanisé en vue de reprendre l'offensive au printemps.

Du côté russe, le fiasco militaire tourne à la Bérézina, le commandement ayant démontré son incompétence et son incapacité à reprendre l'initiative. Poutine escompte sur le temps et sur la profondeur stratégique de la Russie en espérant que la mobilisation et la remise en route des chaînes d'approvisionnement militaire permettent de retrouver un rapport de force plus favorable à la sortie de l'hiver. Même si Téhéran s'apprête à fournir de nombreux drones et missiles, il faudra trouver d'autres ressources face à la motivation des Ukrainiens à défendre leur territoire.

Regards sur l'Iran

L'axe par défaut Moscou-Téhéran doit également inquiéter pour 2023 avec les échanges déjà importants autour du nucléaire. Concernant l'usage civil de l'atome, c'est bien la Russie qui aide l'Iran depuis 1995 avec la centrale de Bouchehr, d'une puissance de 1 000 MW et en service depuis 2012. Du côté militaire, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPoA – accords de Vienne sur le nucléaire iranien) est actuellement suspendu, tandis que Téhéran annonce avoir commencé à enrichir à 60 % de l'uranium à Natanz, visant les 90 % d'enrichissement, permettant dès lors la fabrication d'une bombe.

Nul doute que le régime des Mollahs va poursuivre sa politique, d'autant plus qu'il doit faire face depuis la mi-septembre, à la suite de la mort d'une jeune Iranienne, Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs car elle ne portait pas correctement le voile au regard des règles, à une vague de manifestations et de contestations de sa jeunesse réclamant plus de liberté. Là encore, le durcissement de Téhéran risque de se traduire par une fuite en avant, alors que les États du Golfe ont désormais établi des relations plus ou moins stratégiques avec Israël. Le risque d'un dérapage n'est donc pas à exclure, surtout si le régime poursuit sa répression contre sa propre population.

Il en est de même pour l'Afghanistan avec un régime chaque jour davantage au ban des nations à cause des mesures répressives prises contre la moitié de sa population, à savoir les femmes privées d'éducation, d'emplois, y compris dans la médecine, et de la moindre liberté. L'interdiction pour les femmes afghanes de s'engager dans des ONG, même internationales, présente un risque humanitaire quant aux soins à apporter aux femmes. Il est clair que l'isolement de Kaboul va s'accroître, peu d'États étant enclins à soutenir les Taliban, y compris même au sein des monarchies du Golfe.

Multipolarité conflictuelle

Crise majeure en Europe de l'Est avec un nouveau rideau de fer – voire un nouveau mur –, dégradation au Moyen-Orient, crispations en Orient où Pékin – bien qu'observant avec prudence la guerre en Ukraine – regarde Taïwan en espérant une reconquête possible, en l'absence d'une réponse militaire forte des États-Unis, souhaitant plutôt actionner des leviers dissuasifs qu'une entrée en guerre. Autant de sujets d'inquiétudes pour 2023, démontrant une multipolarité conflictuelle désorganisant les équilibres traditionnels des relations internationales et remettant en cause les normes actuelles considérées par des États du Sud comme inégales et en leur défaveur.

Cela signifie que l'Europe – et la France en particulier – doit reconsidérer son rôle et affirmer une vision moins naïve, s'appuyant sur une puissance retrouvée, y compris dans le champ de la défense. La « mondialisation heureuse » a démontré ses limites, mais il serait illusoire de considérer l'autarcie comme réponse à ces dernières. Il s'agit d'abord de retrouver une autonomie stratégique, tout en renforçant ses alliances, dont l'Otan, mais en prenant davantage de responsabilités et en évitant de se positionner en situation de subordination. Cela exige d'y consacrer davantage de moyens, dont les budgets de défense, en expliquant aux citoyens que l'effort demandé est indispensable pour garantir ces libertés si chèrement acquises au XXe siècle et qui sont remises en cause à Moscou, Pékin, Téhéran et encore ailleurs.

* * *

Le 24 février 2022 a marqué un tournant majeur, clôturant la longue séquence engagée le 11 septembre 2001 et achevée avec le retrait piteux de Kaboul en août 2021. Désormais, un nouveau chapitre des relations internationales s'est ouvert avec des incertitudes stratégiques majeures. Face à l'intransigeance de Moscou, il conviendra de rester solidaire, mais également lucide, quant aux provocations des mages malfaisants du Kremlin.

defnat.com

Tumulte à Bakhmut

ven. 16 déc. 2022 à 10:37

Depuis la reconquête de Kherson le 11 novembre, clôturant deux mois d'offensives et deux victoires spectaculaires ukrainiennes, les opérations semblent marquer le pas, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont moins violentes. On meurt tout autant dans ces petits combats fragmentés que dans les grandes attaques, mais pour chaque soldat tombé de part et d'autre, il y a infiniment moins de terrain conquis.

Il ne s'agit sans doute là que d'une pause opérationnelle avec la reprise d'opérations d'ampleur lorsque les conditions - météo, logistique, reconstitution des forces, mise en place d'appuis, etc.- le permettront comme après l'arrêt de juillet-août. En attendant et par contraste avec l'absence de grands mouvements, les combats autour de la ville de Bakhmut, ont acquis le statut de bataille et c'est peut-être la principale surprise du moment.

La ligne Surovikine

La défaite cinglante des forces russes au début du mois de septembre dans la province de Kharkiv a agi comme un révélateur. Face à la supériorité désormais manifeste de l'armée ukrainienne, il n'était plus possible pour la Russie de continuer à faire la guerre de cette manière sous peine d'un effondrement militaire. S'il faut faire un parallèle historique, le changement opéré par les Russes à la fin du mois de septembre a ressemblé par de nombreux aspects à celui des Allemands à la fin de 1916 après les deux batailles géantes de Verdun et de la Somme : changement de direction militaire, création d'une grande ligne fortifiée, repli derrière cette ligne, mobilisation industrielle et reconstitution des forces en attendant de pouvoir reprendre l'offensive. Dans le même temps, les Allemands accentuent la pression sur les sociétés ennemies par les bombardements des capitales, le blocus économique du Royaume-Uni par la guerre sous-marine et le soutien aux révolutionnaires russes. En 2022, le Kremlin a ajouté une touche russe avec une mobilisation de réservistes anarchique et l'envoi immédiat au front de dizaines de milliers de poitrines sans formation ni équipements adaptés, mais encadrés par une législation d'inspiration stalinienne punissant par exemple par avance ceux qui se constitueraient prisonniers.

À partir du mois d'octobre, on creuse donc partout côté russe y compris devant la Crimée ou Marioupol, on colmate le front de Louhansk en formant une ligne frontière-Svatove-Kreminna, on se replie derrière le Dniepr dans la province de Kherson et on contre-attaque seulement le long de la province de Donetsk. Des salves hebdomadaires de missiles et de drones frappeurs s'abattent par ailleurs sur les infrastructures énergétiques, en particulier électriques, du pays afin d'entraver l'effort de guerre ukrainien et de saper le moral de la population.

La nouvelle stratégie russe a suscité, comme c'était attendu, quelques troubles intérieurs et en particulier une fuite massive des réfractaires, mais pas de révolte. Elle peut donc, du moins le croit-on au Kremlin, s'inscrire dans la durée en comptant sur un épuisement plus rapide des sociétés ukrainienne et même occidentales que du côté russe, afin d'obtenir au moins un statu quo, qui pourrait être présenté malgré les immenses pertes et dégâts comme une victoire par Vladimir Poutine, et au mieux la possibilité de reprendre l'offensive au début de 2023 avec une armée renouvelée.

Dans l'immédiat et au prix de pertes humaines considérables, cette stratégie semble porter ses fruits malgré la perte de Kherson. Contrariée également par la pluie et la boue de l'automne, l'offensive ukrainienne devant Svatove et Kreminna marque le pas, tandis que les attaques russes dans la province de Donetsk attirent l'attention. Tactiquement, ces attaques semblent étranges puisqu'elles s'effectuent dans des zones solidement tenues par l'ennemi, du fort au fort donc. C'est peut-être parce que la conquête complète de la province de Donetsk reste le dernier, au sens de seul, objectif terrain possible à atteindre pour les Russes. C'est sans doute aussi paradoxalement dans cette longue bande fortifiée que les forces russes sont le plus à même d'utiliser leur seul principal atout : l'artillerie. Ce terrain fortifié édifié depuis 2015 est le plus important au monde après celui qui sépare les deux Corées. Il avantage évidemment le défenseur et nous rappelle l'utilité de la fortification de campagne mais il oblige aussi à rester sur place. Or, coller au terrain, le tenir absolument, c'est offrir des cibles immobiles à la puissance de feu russe. L'artillerie russe est amoindrie par le harcèlement de sa logistique par les frappes ukrainiennes et simplement par la raréfaction des obus, mais même en tirant trois fois moins qu'au moins de juin, elle envoie encore en moyenne 20 000 obus par jour, contre peut-être 7 000 ukrainiens.

Les attaques russes de Donetsk ressemblent ainsi beaucoup à celles du trimestre avril-mai-juin mais en plus petits. Là où ils employaient encore des bataillons, ils n'utilisent plus que des détachements d'assaut de la taille maximale de compagnies - c'est le retour des « compagnies d'avant-garde » bien connues des soldats de la guerre froide - précédées de lourdes frappes d'artillerie pour s'emparer au mieux de quelques centaines de mètres en une journée, voire quelques dizaines dans les zones urbaines. Les détachements d'assaut sont parfois précédés de reconnaissances de « consommables », ceux dont les pertes comptent peu pour les Russes comme certains miliciens du Donbass ou des prisonniers recrutés par Wagner. Contrairement aux « expendables » de cinéma, ce ne sont pas des soldats d'élite et ils sont mal équipés, mais dans le cas des prisonniers de Wagner ils sont moralement soutenus par le plomb des pelotons de barrage. Employés parfois en masse ils ont pu surprendre et subjuguer les Ukrainiens sur quelques positions, mais ils servent surtout à indiquer à l'artillerie où sont les défenseurs. Si l'artillerie fait bien son travail sur ces positions décelées, le détachement d'assaut pourra alors peut-être occuper le terrain. Si ce n'est pas le cas, l'artillerie aura usé les forces ukrainiennes. Dans ces combats, les Ukrainiens tombent bien plus souvent par les éclats ou le souffle des obus et roquettes que par les balles d'AK-12. Un médecin franco-ukrainien déclarait récemment avoir vu passer des centaines de blessés en trois semaines dans son centre de triage dans la région mais pas un seul blessé par balle.

Petit Verdun

Parmi une petite dizaine de combats le long du Donbass, la bataille de Bakhmut est devenue emblématique de cette nouvelle campagne offensive russe. Après la prise de Severodonetsk le 25 juin et de Lysychansk le 3 juillet par les Russes, celle de Bakhmut apparaissait comme l'étape indispensable pour aborder Kramatorsk et Sloviansk par le sud-est. La ville de 70 000 habitants a été frappée sporadiquement depuis la fin du mois de mai et on pensait qu'elle serait subjuguée au mois de juillet, mais les choses avaient changé. Alors que leur avance paraît alors inexorable, les forces russes sont en fait épuisées par l'effort fourni depuis trois mois et frappées d'une sorte d'apathie offensive.

C'est le moment où le groupe Wagner, l'armée de l'entrepreneur Evgueni Prigogjine, saisit l'occasion de se montrer. Le groupe a alors des bataillons sur différents fronts, dont Kherson, mais la zone de Bakhmut est sa zone d'action principale. Il n'en faut pas plus pour décider de s'emparer de la ville, en déconnexion alors avec la tendance générale de l'armée russe et peut-être justement parce qu'en déconnexion avec cette armée alors très critiquée. Bakhmut est alors la plus grande ville prenable par les forces de la coalition russe. Et il ne faut sans doute pas chercher d'autre raison à ces attaques obstinées qui prennent de l'ampleur depuis le 1er août. De ce fait, la bataille devient connue et devient donc aussi un objet stratégique. C'est une sorte de bataille Potemkine qu'on ne peut se permettre de perdre sous peine de perdre aussi la face.

Tactiquement, les grandes villes sont difficiles à prendre. Toutes celles qui ont été prises en Ukraine par un camp l'ont été par surprise, comme Melitopol au début de la guerre, ou après un encerclement ou une menace d'encerclement, comme à Marioupol, Lysychansk voire Kherson. Même ainsi cela n'a pas été certain. Tchernihiv ou Soumy ont résisté en étant encerclées pendant des semaines avant le repli des forces russes. Aucune grande ville n'a pu être saisie alors qu'elle était reliée à son camp et que le défenseur pouvait toujours ravitailler et relever ses forces. Non que ce soit impossible, c'est simplement beaucoup plus difficile.

C'est la raison pour laquelle les Russes, avec Wagner en pointe avec des miliciens du Donbass et l'artillerie régulière, attaquent la ville de trois côtés simultanément, espérant comme au go couper toutes les « vies » de Bakhmut : par le nord via Soledar, le sud via Zaitseve puis Optyne et directement par l'est depuis Poproskve et la route T0504. On est loin des « offensives à grande vitesse ». La progression est millimétrique, de l'ordre parfois de 100 mètres par semaine, mais semble inexorable au moins dans le sud et à l'est. À ce jour, les Russes aborderaient enfin la ville de Bakhmut proprement dite, en particulier à l'est où ils se sont emparés de la zone industrielle le long de la rue Patrice Lumumba et semblent avoir pénétré dans le grand quartier résidentiel à l'est de la rivière Bakumukovka. Ils se seraient également emparés d'Optyne au sud, mais piétinent encore au nord.

Le plus étonnant est que les Ukrainiens ont accepté la bataille dans ce qui apparait pour eux surtout comme un piège à feux. Ils ont déployé une armée de six brigades renforcées de bataillons autonomes sur une douzaine de kilomètres de front, soit plus d'un homme par mètre de front. Les Ukrainiens ont organisé des rotations de brigades, ce qui témoigne de leur volonté de mener le combat sur la durée, un élément de comparaison de plus au-delà des images, des méthodes de combat et la valeur symbolique des combats, avec la bataille de Verdun en 1916. Il est possible que Bakhmut ait fait fonction d'aimant pour les Ukrainiens au détriment de l'attaque qu'ils semblaient organiser en direction de Kreminna ou peut-être dans la province de Zaporijia. Ce serait là un premier succès russe, le deuxième étant de « saigner à blanc » l'armée ukrainienne pour rester dans l'analogie avec Verdun et le troisième serait simplement de planter le drapeau russe (ou de Wagner) au centre de Bakhmut.

Pour autant, comme pour les Allemands en 1916 cette bataille peut aussi être un piège pour les Russes. En premier lieu, il n'est pas du tout certain que la bataille de Bakhmutsoit le principal ralentisseur des opérations ukrainiennes.

Si, comme le laissent entrevoir certains indices, les Ukrainiens attendent la solidification des sols pour tenter de percer dans la province de Zaporijjia, l'attaque de Bakhmut n'aura pas freiné les ambitions ukrainiennes et passera au second plan. Mais même en devenant la bataille principale, Les Russes subissent aussi des pertes terribles dans les combats autour de Bakhmut et en subiront sans doute encore plus à l'intérieur de la ville, là où le combat rapproché prend le pas sur le pilonnage d'artillerie. S'il est possible pour les Russes de couper la route M03 qui alimente la ville par le nord, un pont clé serait déjà détruit, il leur sera presque impossible de couper celui qui l'alimente par l'ouest. Autrement dit, il y aura toujours des soldats ukrainiens, renouvelés, bien équipés, motivés, souvent compétents dans la ville à moins de prendre chaque bâtiment. La prise de Bakhmut, maison par maison, est un défi majeur pour l'armée russe qui, rappelons-le, ne dispose pas du meilleur capital humain en nombre et qualités. Pire, si même ils parvenaient à prendre la ville, il sera difficile de la tenir puisqu'elle se trouve sous les feux des hauteurs de Tchassiv Iar 4 km à l'ouest.
Au bout du compte, en exagérant un peu Bakhmut peut aussi être le tombeau de l'armée russe et c'est peut-être pour cela que les Ukrainiens acceptent cette bataille, nouvelle surprise dans cette guerre qui n'en manque pas.
lavoiedelepee.blogspot.com

"On a l'amputation facile" : le récit d'un médecin français au poste médical de Bakhmout, en Ukraine

mer. 21 déc. 2022 à 10:00

C'est le front le plus disputé depuis des semaines, en Ukraine : la région de Bakhmout, dans le Donbass, sur laquelle s'acharne l'armée russe et que défendent avec force les soldats Ukrainiens. Là-bas, les pertes militaires sont énormes et les médecins proches des combats le constatent chaque jour.

C'est très chaotique, très sale, beaucoup de boue, beaucoup de sang". Le poste médical n'est qu'à cinq minutes de la ligne de front et Arsène Sabanieev, franco-ukrainien, vient d'y passer trois semaines en tant qu'anesthésiste. "C'est un peu comme dans les films. Les militaires arrivent avec souvent des membres arrachés, des trous dans le corps. Notre mission, c'est de les stabiliser". Il faut ensuite les accompagner vers l'hôpital, à trois-quarts d'heure de là, via des routes bombardées. "Il y a des tirs d'artillerie à proximité, quand on est dans l'ambulance on peut recevoir des éclats, notre véhicule en a reçu un peu. J'ai eu à transporter un soldat, la moitié du visage arraché. On a dû lui faire une coniotomie : placé un tuyau dans sa gorge. Il n'était pas sédaté, il était pleinement conscient, donc il respirait par ce petit tuyau pendant 45 minutes. C'était un jeune de 20 ans, et ça m'a marqué parce que quand je l'ai laissé, il m'a serré avec ses deux mains, il m'a fait comprendre qu'il me remerciait. Et puis on est parti, c'était touchant", se rappelle le médecin.

L'anesthésiste de 32 ans fait partie d'une unité qui assiste l'armée, "les Hospitaliers". Dans ce poste de soins de Bakhmout, dit-il, une centaine de soldats sont pris en charge quotidiennement. Mais au plus fort des combats, ces derniers jours, il a vu passer jusqu'à 250 blessés, souvent accueillis avec les moyens du bord.

"Parfois pendant des heures, il ne se passe rien et puis dix patients très lourds arrivent en dix minutes. Le problème, c'est qu'on n'a pas la place pour les accueillir donc on fait ça dans le couloir. Ce qu'il faut comprendre c'est qu'il y a trois chirurgiens sur place, trois anesthésistes". Et 95% sont des volontaires, rarement diplômés en médecine, ce qui pose là-aussi problème. "On a l'amputation facile par exemple: des membres qui auraient pu être sauvés. Aucun geste n'est réalisé sous une aseptise optimale, donc il y a indirectement un nombre d'infections très important qui arrive et donc des décès".

"Un obus peut tomber n'importe où"

L'enjeu quotidien est donc celui-là : comment protéger un hôpital mobile ? "On ne peut pas protéger à Bakhmout, c'est une illusion. Quand on entre à l'intérieur du poste médical, on est entre quatre murs, on pense qu'on est en sécurité mais c'est illusoire. Le lieu est fréquemment bombardé. Les russes savent pertinemment où il se situe donc de temps en temps, ils mettent des coups de pression et ils bombardent à côté pour nous rendre le travail difficile", détaille Arsène Sabanieev. Lui a donc décidé de travailler systématiquement avec casque et gilet pare-balles, "Tout le temps, en permanence, je ne l'enlevais jamais". "J'ai réellement compris qu'on n'est pas du tout protégé. Je pense que personne n'est préparé à être bombardé; sans jeu de mot : c'est la roulette russe. Un obus peut tomber n'importe où, un éclat peut nous traverser. On ne sait pas, on est dans l'incertitude et c'est cette idée d'incertitude qui fait le plus peur", raconte-t-il.

Bakhmout, pire endroit au monde, en ce moment, dit-il. "Des dizaines de milliers de soldats de chaque côté qui sont en train de s'affronter sur une ligne de front qui doit faire à peine 20 kilomètres de long. Il y a donc une intensité extrêmement forte : il y a de l'artillerie, il y a de l'aviation, il y a des attaques au phosphore, il y a des armes thermobarique. Tout l'arsenal de la Russie est concentré là-bas", énumère avec horreur le trentenaire.

Des civils pris au piège des bombardements L'hôpital accueille aussi quelques habitants de la ville prise au piège par les combats, "il y a encore des civils qui sont restés à Bakhmout : ce sont des 'fous' !". L'anesthésiste se rappelle d'une anecdote qui remonte à quelques jours. "Un enfant de quatre ans a été touché et est arrivé avec des éclats, son père aussi était touché, la mère présente était en pleurs. Ça m'a marqué. Le chirurgien a dit à la mère : mais pourquoi tu pleures ? Pourquoi tu n'es pas partie avec ton enfant ? Et je pense qu'il a raison, quand on a un enfant on ne peut pas se trouver dans une zone comme ça". Si certains auraient pu quitter la ville, beaucoup décident de rester par principe. C'est cette détermination que retient Arsène Sabanieev. "Ce qui m'a marqué c'est la résilience des ukrainiens : malgré le massacre qui est en train de se poursuivre là-bas, personne ne parle de faire la paix, personne ne parle capituler, de discussion ou de compromis. Malgré l'énorme sacrifice, les centaines de blessés au quotidien, les jeunes gens qui étaient en bonne santé et qui se retrouvent amputés, démembrés : ils en veulent, et ils en ont gros". Les Ukrainiens iront jusqu'au bout ! affirme-t-il : il suffit d'une journée à Bakhmout, pour le comprendre.

francetvinfo.fr

L'invasion de l'Ukraine et l'histoire militaire

jeu. 22 déc. 2022 à 10:04

Qui aurait pu deviner que le grand public se passionnerait un jour pour la Raspoutitsa, la guerre des tranchées, la logistique militaire, la comparaison des caractéristiques des différents canons ou même l'extinction (toujours annoncée, mais jamais vérifiée) du char de combat ? Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'irruption de l'Histoire militaire dans les médias est aussi brutale que massive, avec une passion étonnante pour des conflits jusque-là méconnus (guerre soviéto-finlandaise de 1939, guerre soviéto-japonaise de 1945…) et la référence permanente aux deux conflits mondiaux. Ces comparaisons sont-elles légitimes ? Que peuvent-elles apporter à notre regard sur ce conflit ?

Il convient donc de passer les évènements – tels qu'ils sont connus au bout de neuf mois de conflit – au « crible » des exemples du passé, et au passage de faire un premier bilan des usages et mésusages de l'histoire militaire par les médias. Par souci de simplification, nous découperons en quatre phases la chronologie de cette guerre : la préparation de l'invasion, l'assaut initial, le repositionnement russe vers le Donbass et le Sud, et enfin une troisième période de contre-offensive ukrainienne qui est encore en cours.

La préparation : nécessité d'une guerre courte Dans leur préparation, les stratèges russes vont tout baser sur un postulat politique : la fragilité supposée du gouvernement ukrainien et la faiblesse structurelle de la résistance attendue. Ce présupposé s'est révélé erroné et va mener à un échec complet.

Une telle erreur d'appréciation rappelle l'invasion de la Grèce par l'Italie de Mussolini : lancée avec des moyens insuffisants et au pire moment (fin octobre juste avant l'hiver dans les montagnes de l'Épire), cette opération menée pour des raisons liées aux délires de grandeur d'un dictateur résonne avec celle déclenchée le 24 février dernier. Cet exemple historique vient opportunément rappeler à ceux qui mettent encore en doute cette erreur initiale russe qu'il existe des précédents « d'auto-intoxication » sur la fragilité de son ennemi.

Dans sa conception, le plan d'invasion de l'Ukraine renvoie à deux précédents d'attaques brusquées menées par l'armée soviétique : l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et celle de l'Afghanistan en 1979, à savoir une offensive sur des axes éloignés entre eux, associée à un assaut aéroporté contre la capitale pour abattre la direction politique du pays.

Beaucoup a déjà été écrit sur la violation des principes de concentration des forces et de sécurisation des axes de progression commise par les Russes lors de leur attaque initiale. Il convient toutefois de rappeler qu'elle découle toujours de l'erreur d'appréciation initiale sur la résistance ukrainienne : en effet, ces choix seraient tout à fait orthodoxes si l'on s'était trouvé dans la configuration opérationnelle d'une poursuite d'un ennemi en retraite, que l'on doit alors chercher à faire dérouter.

Et surtout, cette invasion respecte une constante de la pensée stratégique soviétique comme de celle de Poutine : l'impératif d'une guerre courte.

Tout est sacrifié à la nécessité d'un succès rapide, y compris la plus élémentaire prudence qui aurait dû saisir les planificateurs d'une opération face à un ennemi dont on ne connaît pas à l'avance la pugnacité. On peut comparer l'audace du plan d'invasion russe de l'Ukraine en 2022 avec la prudence des planificateurs anglo-américains devant débarquer en Afrique du Nord en 1942. Dans le doute sur l'attitude des Français de Vichy face à leur arrivée, ces derniers vont privilégier la sécurité, en sécurisant le Maroc et l'Algérie et en laissant au départ la Tunisie, avec de lourdes conséquences stratégiques pour la suite de la campagne.

La nécessité d'une guerre courte a été théorisée en URSS pendant la Guerre froide alors que, malgré un arsenal nucléaire et conventionnel impressionnant, le retard technologique et économique de l'URSS par rapport au bloc de l'Ouest obligeait les stratèges soviétiques à penser qu'une guerre longue rendrait la défaite inéluctable. Ils ont alors établi trois conditions pour un succès rapide :

Une préparation militaire, mais aussi diplomatique et psychologique ; La surprise stratégique ; La vitesse d'exécution.
La Russie postsoviétique a fait siennes ces réflexions : la plupart des opérations militaires menées depuis la prise du pouvoir de Poutine se sont efforcées de réunir ces trois conditions. La pensée militaire russe de 2022 est incontestablement l'héritière de celle de l'ère soviétique, et pas seulement, car elle emploie encore largement le matériel hérité de l'URSS.

Phase 1 : du piéton imprudent au volcan éteint La stratégie du « piéton imprudent » doit permettre à la Russie de gagner la guerre malgré une opposition plus puissante, en imposant sa volonté dès la phase de montée en puissance militaire. Dans la nouvelle doctrine française, il s'agit de la phase dite de « contestation » dans le triptyque de conflictualité « Compétition – Contestation – Affrontement ».
Cette stratégie a été particulièrement efficace lors du déploiement russe en Syrie en septembre 2015.

Mais surjouer l'escalade par un déploiement ostentatoire de forces pose un problème : s'il faut ensuite déclencher réellement l'attaque, la médiatisation du déploiement préalable risque d'enlever toute surprise. Or, on a vu que la surprise était l'une des conditions posées pour vaincre rapidement.

La Russie doit alors passer à la stratégie dite « du volcan éteint » (l'expression est une référence à une ville qui vivrait sur les flancs d'un volcan éteint, et qui finirait par s'habituer au danger à travers des signes d'activité bénigne jusqu'à se faire surprendre par la véritable éruption), un autre classique de l'histoire militaire : multiplier les alertes et augmenter la tension sur une longue période jusqu'à ce que le dispositif ennemi se démobilise. On peut citer l'exemple du débarquement de Normandie où, après deux mois d'alertes, le dispositif allemand s'est relâché début juin, juste au moment de l'assaut. La stratégie du « volcan éteint » a aussi été appliquée lors l'invasion de la Mandchourie en 1945, où les Japonais ont été surpris malgré des préparatifs soviétiques impossibles à masquer. Rappelons que cette campagne est placée au sommet du panthéon de l'art militaire soviétique. Elle est encore aujourd'hui considérée comme l'archétype de l'offensive idéale. Plus récemment, les opérations en Géorgie (2008) et l'invasion de la Crimée (2014) constituent également des exemples de ces passages à l'acte aussi surprenants qu'ils étaient pourtant détectables.

L'invasion du 24 février 2022 a ainsi permis aux Russes de bénéficier d'un relatif effet de surprise vis-à-vis des forces armées ukrainiennes dans les secteurs clés (Nord de Kyiv et débouché de la Crimée). Cette réussite ne doit pas être niée, et elle explique les avances initiales fulgurantes depuis le Bélarus, l'est ou la Crimée : les Ukrainiens ont été pris au dépourvu par l'attaque d'une masse de forces assemblées depuis des semaines, malgré les alertes occidentales. L'effet de surprise a produit ses effets en environ 72 heures. Les Russes remportent alors des succès majeurs : prise de Hostomel, avance profonde par les axes de Chernobyl, Sumy, et Kharkiv. Mais c'est surtout à partir de la Crimée qu'ils avancent vers Berdiansk, Mélitopol et Odessa, prenant Kherson et le double pont Antonovskyi, passage stratégique sur le Dnipro.

Pourtant, ce plan construit sur une hypothèse fausse s'est rapidement grippé : dès le 25 février, les Ukrainiens parviennent à reprendre temporairement Hostomel, empêchant l'instauration du pont aérien devant amener les renforts pour prendre Kyiv, puis, le 26, font échouer une nouvelle tentative aéroportée visant cette fois l'aéroport de Vasylkiv. L'assaut aéroporté sur Kyiv rappelle l'invasion de la Crète de mai 1941 par les Allemands. Comme eux, les Russes ont dû affronter l'échec initial de la capture d'un aérodrome et faire le choix fatidique, au bout de 24 heures, de renoncer ou de poursuivre. Le commandement russe a préféré relancer l'opération en lançant toutes les réserves disponibles, sans égard pour les pertes.

Dès la fin février, malgré quelques succès tactiques (la percée d'Ivankiv par exemple), il est clair que le pari d'une victoire rapide a échoué. Les colonnes russes, étirées, sont harcelées par des groupes ukrainiens qui appliquent de manière décentralisée une technoguerrilla (avec drones et missiles portables de troisième génération). À la détermination des défenseurs, qui continuent à combattre même dépassés et isolés, répond le soutien immédiat des États-Unis, du Royaume-Uni et des Européens de l'Est. Or la principale faiblesse du plan d'invasion conçu par Moscou est qu'en cas d'échec, il n'y a pas de « plan B » !

Ainsi, le reste du mois de mars se résume à une poursuite d'efforts russes décousus, là où les forces se trouvent, sans souci de cohérence ou de manoeuvrer d'ensemble. Cette continuation entêtée d'un plan éventé n'est pas de l'obstination aveugle, mais plutôt une forme d'inertie en l'absence d'alternative et d'un commandement unique.

La deuxième phase : concentration russe dans le Donbass et le Sud (avril – juin) Fin mars, les forces russes se replient soudainement autour de Kyiv et dans le nord-est pour se redéployer vers le Donbass et la façade maritime de l'Ukraine, qui sont désormais les objectifs de l'opération, enfin regroupée sous un commandement unique. Surpris, les Ukrainiens ne parviennent pas à exploiter la situation malgré leurs contre-attaques, par exemple dans le saillant d'Ivankiv.

Les efforts russes se concentrent au Sud vers Mykolaiv, contre Mariupol assiégée, et surtout contre le saillant de Kramatorsk, formé après la conquête d'Izyum. C'est là que le commandement russe, enfin unifié, a identifié des chances de succès : proximité d'un hub ferroviaire facilitant le ravitaillement et possibilité d'assauts concentriques.

Lors de cette phase, l'armée russe applique les méthodes observées en Syrie en 2016 : emploi massif de l'artillerie, d'unités mixtes armées régulières et mercenaires (Wagner), action du feu par zones. Ce retour aux « classiques » correspond à l'arrivée des chefs qui ont justement commandé lors de l'intervention russe jusqu'à la bataille d'Alep : le général Dvornikov prend la tête de toutes les forces russes en Ukraine, bientôt relayé ou secondé par le général Zhidko à partir de juin.

Il s'agit alors d'imposer la victoire, non plus par un coup de force, mais par une pression irrésistible épuisant la volonté ennemie. Les Ukrainiens doivent sentir que leur lutte est déséquilibrée et leur défaite inéluctable. On pense alors à la victoire de Staline lors de la guerre russo-finlandaise de 1939-40 où, après leurs défaites initiales, les Soviétiques ont amené les Finlandais à réaliser que, nonobstant leurs succès et les lourdes pertes qu'ils infligeaient, ils ne pourraient jamais gagner face à l'armée rouge. Une telle action suppose de faire peu de cas de la vie de ses propres soldats. Il s'agit d'imposer à l'ennemi des pertes insupportables par des sacrifices d'hommes que l'on estime remplaçables. Cette stratégie « d'échange » macabre ne peut fonctionner que si la cible est isolée. Or, en juin 2022, cette stratégie est en échec pour deux raisons :

Le soutien occidental est important, et se renforce même après la découverte dans les zones évacuées des crimes de guerre commis par l'armée russe ; L'épuisement de l'outil militaire russe : affaibli suite aux lourdes pertes des premières semaines, chaque nouvelle perte devient dramatique.
Le siège de Mariupol qui s'éternise, les échecs devant Mykolaiv et Kryvyi Rih et l'incapacité à prendre le saillant de Kramatorsk démontrent cette érosion des capacités offensives russes. Pour autant, la tension est grande du côté des Ukrainiens qui doivent à la fois tenir bon sous les coups de boutoir et organiser la montée en puissance des forces mobilisées. Il faut donc arbitrer entre la constitution d'une masse de manœuvre pour la future contre-offensive et l'engagement de réserves pour résister. Cela nécessite un équilibre qui génère un stress pour le commandement comme pour les unités en première ligne. On retrouve une similitude avec la situation au printemps 1916 où les forces françaises doivent résister aux derniers assauts allemands à Verdun le temps que la grande offensive alliée soit lancée sur la Somme. Ainsi, début juin, les Ukrainiens choisissent d'engager des renforts qui reprennent une partie de la ville de Sievierodonetsk, mais, trois semaines après, ils refusent d'en engager de nouveaux et évacuent la ville, qui tombe aux mains des Russes le 25 juin.

La troisième phase : la contre-offensive ukrainienne (juillet 2022 à aujourd'hui) Fin juin 2022, l'armée ukrainienne engage les HIMARS livrés par les États-Unis pour frapper avec précision dans la profondeur (30 à 50 km) les dépôts de munitions et les bases ennemies. Toute la logistique de l'armée russe est affaiblie, et l'influence de ces tirs quotidiens guidés grâce à l'avantage en renseignement des Ukrainiens sur l'activité de l'artillerie russe est rapidement visible. Le 10 juillet, le Président Zelensky ordonne à ses forces armées de lancer la contre-offensive pour libérer Kherson. Cette annonce se révélera être un élément d'une manœuvre d'intoxication qui marche : l'armée russe dégarnit les secteurs plus calmes pour masser ses forces vers Kherson. Les Ukrainiens bombardent ensuite les points de passage à travers le Dnipro, qui sont coupés fin juillet, isolant les forces russes au nord du fleuve.

Fin août, la contre-offensive est lancée dans le secteur de Kherson, sur plusieurs axes. Après quelques succès initiaux, elle piétine face à la concentration russe, fortifiée et soutenue par l'artillerie et l'aviation. La lutte dégénère en combats acharnés et coûteux, et le commandement russe engage des moyens considérables pour soutenir ses forces isolées au nord du Dnipro, maintenant par tous moyens les passages du fleuve (passerelles, pontons, vols de ravitaillement). Les combats à Kherson deviennent une guerre d'usure. Les Ukrainiens mettent sous pression le dispositif ennemi isolé, en espérant le faire s'effondrer, mais cela prend du temps. C'est à cette époque qu'apparaissent les rumeurs d'une direction des opérations directement depuis Moscou, chaque recul devant être autorisé par le Kremlin, à la manière d'Hitler contrôlant chaque repli à partir de la fin 1941. Cette microgestion et l'interdiction de tout recul, même tactique, n'ont pourtant jamais donné de bons résultats dans le passé, et l'on pense notamment au général Duchêne en 1918 sur le chemin des Dames.

Alors que l'attention est à Kherson, le commandement ukrainien lance une offensive brutale le 6 septembre à Balaklyia. Frappant un secteur affaibli, la percée est immédiate à Verbivka et les assaillants exploitent rapidement, contournant les résistances pour anéantir les réserves et disloquer tout le dispositif ennemi. Les avant-gardes atteignent le 8 septembre les abords de Koupyansk, sur la rivière de l'Oskil, qui est pris le lendemain. Tout le dispositif russe s'effondre et la retraite générale est ordonnée pour sauver ce qui peut l'être. C'est tout le front de Kharkiv qui est replié en Russie, avec l'abandon de Voltchansk, point stratégique sur la route Belgorod – Sievierodonetsk, puis à la suite de manœuvres de débordement successives le long de l'Oskil, la reprise de Lyman, et l'avance jusqu'à l'ouest de Svatove – Kreminna.

Fin septembre, une nouvelle offensive, lancée au nord du front de Kherson, aboutit à un nouveau succès le long du Dnipro. La pression est telle que les forces russes finissent par évacuer toute la tête de pont de Kherson le 10 novembre. Ce succès politique majeur marque la fin (provisoire) d'une offensive stratégique qui a duré soixante-dix jours d'efforts, une véritable campagne qui sera intéressante à étudier.

Ce qui marque dans ces contre-offensives est leur diversité. On assiste à l'exécution concomitante de plusieurs opérations conçues très différemment : une action cherchant à faire s'effondrer le dispositif ennemi par une action systémique (à Kherson), un peu à la manière d'un Monty à el Alamein, et une série de manœuvres cherchant par la percée ou le débordement à la dislocation rapide d'un secteur entier du front, à la manière des offensives de Rommel, par exemple celle à travers la Meuse à Dinant.

La planification de deux offensives coordonnées, mais d'une logique différente, rappelle les campagnes des Alliés menées par Monty, que ce soit en Sicile en 1943 ou en Normandie en juillet 1944, où le groupe d'armées anglo-canadien pousse méthodiquement devant Caen tandis que les Américains percent à Avranches.

Enfin, depuis le 10 octobre 2022, les Russes ont lancé une offensive aérienne stratégique contre les villes et infrastructures énergétiques (réseau électrique) ukrainiennes. Ces vagues de frappes par missiles et drones suicides sonnent comme un retour aux « théories de Giulio Douhet, cherchant à

obtenir la victoire par le ciel alors que le front terrestre est figé », alors même que les exemples historiques (des Blitz de 1940 aux bombardements alliés de 1944-45) ont montré le caractère vain et contreproductif de telles campagnes de bombardements visant les populations.

Conclusion

La référence à l'histoire militaire est-elle utile pour comprendre les opérations d'un conflit en cours ? Il est certain que l'Histoire a vocation à permettre d'éclairer l'actualité, mais il faut garder à l'esprit ses limites. Les références à l'Histoire doivent être pertinentes, ce qui suppose une connaissance de la situation actuelle qui n'est pas compatible avec le « brouillard de la guerre », ni avec un regard militant sur les évènements. De plus, il est intéressant d'élargir le champ de la comparaison à toute l'histoire militaire moderne, sans se limiter aux seules comparaisons avec la Première Guerre mondiale ou la Seconde Guerre mondiale sur le front de l'Est qui, pour être parfois bienvenues, peuvent rapidement enfermer la perception des opérations en Ukraine dans un prisme trop étroit.

Ensuite, l'examen d'un conflit actuel à l'aune des guerres passées constitue un soutien intéressant à la réflexion, mais il ne doit pas remplacer l'étude critique des faits, leur mise en perspective et surtout le travail d'analyse des informations qui est indispensable à la compréhension d'un conflit qui est toujours en cours et qui est l'objet d'un affrontement de narratifs dans la sphère cognitive.

Finalement, ce qui peut ne passer que pour un jeu intellectuel de comparaison dont les limites sont connues permet de constater le regain d'intérêt pour l'histoire militaire, matière longtemps délaissée, car « sulfureuse ». Au-delà de l'intérêt bien connu du grand public pour l'Histoire, reprendre le récit des guerres passées pour éclairer ce conflit qui se déroule aux portes de l'Europe peut aussi être l'un des moyens de réveiller l'esprit de défense au sein des démocraties occidentales, particulièrement auprès des jeunes générations. L'exemple des efforts passés peut ainsi être l'un des moyens de se préparer à ceux qui seront nécessaires pour préserver les valeurs et assurer la sécurité collective de l'Europe.

lerubicon.org

L'attaque du pont de Crimée et les représailles russes : que dit le droit international ?

.

« Il y a beaucoup de bruit autour de nos frappes sur les infrastructures énergétiques du pays voisin. Oui, nous le faisons. Mais qui a commencé cela ? Qui a frappé le pont de Crimée ? » s'est récemment exclamé le Président Poutine.

Depuis le 9 octobre, l'Ukraine est effectivement sous le feu continu de salves de missiles russes qui touchent ses infrastructures civiles, notamment énergétiques. Le Président Macron a décrit cette situation comme un « changement profond de la nature de cette guerre », tandis que les Nations unies et l'Union européenne ont qualifié les tirs de crimes de guerre. Ces frappes prennent toutefois place dans un contexte particulier marqué par l'attaque du 8 octobre contre le pont de Crimée surplombant le détroit de Kertch. Si l'Ukraine n'a pas revendiqué l'attaque, Vladimir Poutine a dénoncé un acte terroriste ukrainien qui « avait pour objectif de détruire des infrastructures civiles russes » et ajouté que « Laisser de tels crimes sans réponses est tout simplement impossible. (…)

Nous avons lancé des tirs massifs avec des armes de précision visant des infrastructures militaires de communication ukrainiennes. ». Plus récemment encore le Président Poutine a Il s'agit donc de représailles de la part d'une Russie qui met en œuvre cette loi du Talion souvent décriée en raison de son caractère primitif et barbare.

Dans le langage courant, les représailles sont des actes de vengeance pris à titre de réciprocité. Toutefois, l'expression renvoie également à un instrument juridique précis que le droit international contemporain reconnaît bien qu'il l'encadre rigoureusement. En droit international général, les représailles sont, d'après une définition de l'Institut du droit international communément acceptée, des « mesures de contrainte, dérogatoires aux règles ordinaires du droit des gens [le droit international], décidées et prises par un État, en réponse à des actes illicites commis à son préjudice par un autre État, et ayant pour but d'imposer à celui-ci, par pression exercée, au moyen d'un dommage, le retour à la légalité ». Il s'agit de mesures, qui seraient normalement considérées comme illicites, prises pour faire cesser un acte illicite. L'avènement du système de sécurité collective des Nations unies prohibant le recours à la force a toutefois conduit à abandonner progressivement la notion de représailles, connotée à l'emploi de la force militaire, au profit du concept de contre-mesures. En effet, la Charte des Nations unies prohibant le recours à la force, les représailles armées s'en trouvaient dès lors interdites en temps de paix. Cependant, une telle interdiction générale n'existe pas lors d'un conflit armé. Le droit des conflits armés (DCA) prévoit seulement des limitations sectorielles comme l'interdiction de représailles contre les civils et les biens de caractère civils. Dans certaines conditions précises, des mesures de représailles armées peuvent donc se révéler conformes au DCA si elles visent par exemple un objectif militaire.

En l'espèce, c'est bien cette branche du droit international qui trouve pleinement à s'appliquer au conflit armé international opposant la Russie à l'Ukraine depuis 2014. Le DCA se compose de dispositions conventionnelles, essentiellement concentrées dans les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles additionnels de 1977, auxquelles s'ajoutent des règles de nature coutumières qui s'appliquent à l'ensemble des États. Ces règles de droit, comme toutes les autres, nécessitent souvent d'être interprétées pour être appliquées à une situation d'espèce, ce qui peut donner lieu à certaines critiques relatives à une instrumentalisation du droit Face aux déclarations russes qui justifient les récents tirs de missiles par l'argument des représailles, ce billet analyse la licéité de l'attaque contre le pont de Crimée et les mesures prises par la Russie en conséquence.

L'attaque contre le pont de Crimée : une cible stratégique et symbolique licite Détonateur supposé des récentes vagues de missiles russes contre les infrastructures ukrainiennes, l'attaque du pont de Crimée concentre une forte dimension symbolique. Portée le lendemain des 70 ans de Vladimir Poutine, cette frappe a été menée contre un ouvrage pharaonique, le plus long pont d'Europe dont le coût de construction est estimé à 3 milliards de dollars. Il incarne l'annexion triomphante de la Crimée et plus largement le pouvoir du Président russe. Au-delà d'une perte militaire, d'aucuns ont ainsi pointé un revers personnel pour ce dernier qui avait inauguré le pont en 2018. La portée symbolique de l'attaque n'est pas sans conséquence sur le moral des troupes. Côté ukrainien, cela convainc qu'une victoire est possible et que les actions ne se limitent pas à la défensive, mais peuvent aussi viser la reconquête de territoires. En outre, c'est un signal fort pour l'Occident qui incite à renforcer l'aide militaire apportée à l'Ukraine. Côté russe, l'attaque est un élément de démotivation

qui illustre un fait de guerre qu'il devient bien difficile de justifier alors que la Russie affirme que la situation est une « opération spéciale » et non un conflit armé. Les règles du droit des conflits armés (DCA) ne laissent cependant aucune place à cette dimension morale pour évaluer et justifier la licéité d'une attaque contre une telle infrastructure.

Le sort des ponts dans les hostilités est une question récurrente du DCA qui a souvent soulevé des débats en raison de leur utilisation clé à la fois pour les civils et les militaires. La règle fondamentale en la matière est le règle relative à la distinction, inscrite à l'article 48 du protocole additionnel 1 (PA 1) et qui est également de nature coutumière, selon laquelle il faut opérer une distinction entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires. Les premiers devant faire l'objet d'une protection tandis que des frappes contre les seconds sont autorisées. Mais quid des biens à dimension duale ? Est-il vrai, comme l'ont affirmé certains, que toute attaque contre des infrastructures telles qu'un pont est interdite ? En somme, les infrastructures utilisées par les civils seraient-elles par essence protégées contre les attaques ? Le droit international est bien plus nuancé sur ce point.

Les biens de caractère civil ne disposent pas d'une protection en raison de leur nature civile, mais plutôt, par la négative, s'ils ne représentent pas un objectif militaire. Tout bien peut donc devenir un objectif militaire et dès lors constituer une cible licite d'attaque. L'enjeu porte donc sur la définition des objectifs militaires. L'article 52 du PA 1 et le droit coutumier, précisent à ce titre que « les objectifs militaires sont limités aux biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis ». Une brève analyse de cet article mérite d'être conduite.

Le premier enseignement à tirer est qu'un objectif militaire n'est pas nécessairement un bien de nature militaire, mais tout bien dont l'usage peut apporter une contribution effective à l'action militaire et qui procure un avantage militaire précis à celui qui l'attaque. Cela pose donc la question des biens dits à double usage, servant généralement aux civils, mais aussi aux militaires, à l'instar d'un pont ou de centrales électriques. Face à ce type de biens, il est impératif d'évaluer leur contribution effective à l'action militaire et l'avantage militaire qu'ils procurent. Le caractère effectif renvoie à l'idée que la contribution doit être concrète et ne pas reposer sur des hypothèses. Surtout, la contribution doit être relative à l'action militaire. En conséquence sont exclues des contributions d'ordre psychologique, symbolique, économique, politique ou social. En effet, prendre en compte ce type d'éléments laisserait une place démesurée à la subjectivité et reviendrait à transformer tout bien en cible potentielle. Seuls les avantages concrètement et directement militaires justifient de cibler un bien. En outre, il ne suffit pas de constater que le bien en question apporte une contribution effective à l'action militaire, mais que sa destruction ou sa neutralisation offre un avantage militaire précis. Ce second critère s'articule naturellement avec le degré de contribution requis par le premier. Si la contribution militaire d'un objet est faible, l'avantage de sa destruction s'atténuera également. L'avantage est par ailleurs qualifié de précis ce qui se traduit par un avantage substantiel et immédiat. Comme pour la contribution effective, l'avantage militaire ne doit pas être hypothétique et ne peut reposer que sur des considérations militaires.
La question des biens à double usage accentue l'attention qui doit être portée à une autre règle, celle relative à la proportionnalité de l'attaque.

Selon cette règle coutumière, mentionnée par ailleurs aux articles 51§5)b), 57§2)a)iii) et 57§2)b) du PA 1, il est interdit de mener des attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes humaines civiles et/ou des dommages aux biens de caractère civil qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. Ainsi, dans le cas où une infrastructure civile serait utilisée militairement, cette dernière deviendrait potentiellement une cible licite d'attaque. Il y aura nécessairement des dommages civils compte tenu de la nature duale du bien, c'est-à-dire comprenant une composante civile à côté de sa contribution militaire, mais ces derniers ne devront pas excéder l'avantage militaire concret et direct attendu de l'attaque. Ici à nouveau l'avantage ne doit pas être autre que militaire, ni spéculatif. L'élément essentiel de l'analyse est le caractère excessif de l'attaque par rapport aux dommages anticipés. Il n'existe pas de seuil déterminé puisque cela dépendra de la valeur de la cible en question. Une infrastructure prodiguant un avantage militaire capital justifierait des pertes civiles collatérales importantes. On perçoit dès lors les difficultés relatives à la mise en œuvre de cette règle qui peut ouvrir la porte à la subjectivité et à des arguments contrefactuels bien qu'il devrait être appliqué de bonne foi.

Enfin, à l'aune des articles 57 et 58 du PA 1 et du droit coutumier, des mesures de précaution doivent être prises tant par l'attaquant que par l'attaqué. Ces mesures concernent par exemple la vérification des objectifs, le choix des moyens et méthodes de guerre ou l'évaluation des effets de l'attaque. Il ne s'agit pas là d'obligations absolues, mais contextuelles, l'article mentionnant « tout ce qui est pratiquement possible ». Respecter ces règles implique généralement des services de renseignements performants pour évaluer la contribution militaire d'un bien, l'avantage résultant de sa destruction ou les dommages collatéraux qu'il pourrait produire.

Dans le cas du pont de Crimée, l'attaque visait une infrastructure civile qui sert généralement aux déplacements de personnes civiles et de marchandises. Si les ponts sont considérés comme des objectifs militaires au sein de certains manuels militaires des États, il convient d'analyser le cas d'espèce pour attester du respect des règles du DCA. La licéité de l'attaque dépendra de la contribution effective à l'action militaire du pont ainsi que de l'avantage militaire qu'emporte sa destruction partielle. L'attaque du pont ne peut être justifiée par son utilisation commerciale, ni même par les éléments symboliques et psychologiques relatifs au moral des Russes ou la volonté de détruire un emblème de la puissance russe et de l'annexion de la Crimée. Cependant, différentes sources ont souligné les utilisations militaires du pont, le qualifiant d'axe stratégique. Ce dernier apparaît en effet comme la seule voie d'approvisionnement militaire reliant directement la Russie à la Crimée. Il permet notamment l'acheminement de combattants, de munitions, d'équipements et de carburant nécessaires au soutien des unités russes engagées dans les hostilités au sud de l'Ukraine. Des témoignages ont indiqué que ces dernières semaines la circulation sur le pont s'était intensifiée et que la Russie avait acheminé des tanks et des pièces d'artillerie vers les lignes de front dans la région occupée de Kherson. Par ailleurs, l'armée russe avait installé un dispositif de défense aérienne et terrestre important pour assurer la protection du pont. En conséquence, le pont doit être considéré comme à double usage, dont l'utilisation et la défense attestent une contribution à l'action militaire russe. Cette contribution apparaît bien effective en l'occurrence compte tenu des récents déplacements militaires sur le pont et de sa protection. Dès lors, la destruction partielle du pont (partielle car seules une voie routière et la voie ferroviaire ont été touchées) a selon toute vraisemblance apporté un avantage militaire visant à entraver et limiter les déplacements des forces

armées russes et le ravitaillement des lignes de front. À l'issue de cette analyse, on conclut que le pont constituait un objectif militaire valide au regard de la règle relative à la distinction. En outre, la règle relative à la proportionnalité peut également être considérée comme respectée puisque la destruction du pont n'a emporté que des pertes et dommages civils très limités. La destruction partielle n'a pas privé l'usage du pont pour les civils et les personnes civiles décédées seraient les responsables de l'attaque qui ont péri dans l'explosion. Des précautions particulières semblent de surcroît avoir été prises par les auteurs de l'attaque pour atténuer les effets néfastes sur les civils comme la méthode utilisée, un camion piégé, ou le moment de l'attaque, à l'aube où le trafic est moins dense.

L'attaque du pont de Crimée est l'exemple caractéristique d'une attaque conforme au DCA menée contre une infrastructure civile devenue un objectif militaire en raison de son emplacement ou de son utilisation. Cette attaque est notable tant elle répond aux difficiles exigences et équilibres requis par ce droit. On pourrait imaginer que le silence relatif à la revendication de l'attaque résiderait dans les déclarations russes qui ont constamment indiqué que si ce pont venait à être attaqué des représailles féroces suivraient. Effectivement, la Russie, qui refuse de qualifier la situation de conflit armé, mais plutôt d'opération spéciale, n'a pas directement considéré cette attaque comme un acte de guerre licite, mais a dénoncé une attaque terroriste ukrainienne contre une infrastructure civile russe et a riposté en conséquence. Il est ainsi intéressant de noter que la Russie cherche absolument à attribuer cette attaque à l'Ukraine pour qualifier ses actes de représailles alors même que les seules représailles armées acceptées (et très encadrées) sont celles qui prennent place au sein d'une situation de conflit armé pourtant niée par la Russie.

Les représailles russes : une riposte illicite Lorsqu'un général ukrainien avait abordé l'idée de frapper le pont de Crimée, l'ancien Premier ministre Dimitri Medvedev avait répondu que cela emporterait des représailles. Après, l'attaque du 8 octobre, la Russie a mis en œuvre sa promesse et fait abattre des dizaines de missiles sur l'Ukraine. Le Président Poutine a déclaré que « La Russie ne peut répondre à ce crime qu'en tuant directement les terroristes » et affirmé qu'une nouvelle étape de l'opération spéciale était mise en œuvre. Des tirs de missiles ont été réitérés tout au long du mois d'octobre. Dans les huit premiers jours de la riposte, 30% des centrales électriques du pays auraient été touchées. Le 28 octobre, il est estimé que 40% du réseau électrique du pays serait paralysé. Le 31 octobre, l'armée ukrainienne faisait encore état d'une cinquantaine de missiles lancés contre des infrastructures civiles, essentiellement des centrales électriques. Les différentes campagnes de tirs ne peuvent naturellement pas être toutes rattachées aux représailles annoncées par la Russie. L'attaque du pont apparaitrait plutôt comme l'élément déclencheur d'une nouvelle phase du conflit amorçait par les représailles. Les déclarations russes illustrent que la première semaine d'attaques contre des centrales sont des représailles, mais l'on peut estimer que les autres séries de tirs incarnaient plus cette nouvelle étape, dont l'attaque du pont était le seuil, que la continuation de représailles. Cela confirme en outre les critiques rapportées à l'égard des représailles qui favoriseraient les logiques d'escalade et tendraient à faciliter les violations du droit.

Ces tirs ont ainsi occasionné de graves perturbations dans des centaines de localités ukrainiennes. Des restrictions d'électricité ont été organisées par les autorités ukrainiennes et les civils ont appris à vivre avec des coupures d'électricité. Au-delà de l'accès direct des personnes à l'électricité, ce sont

les services publics dépendants de cette énergie qui ont été temporairement touchés comme les transports publics, le chauffage ou la fourniture d'eau potable. En outre, la Russie a répondu agir en représailles à la destruction du pont, des voix se sont élevées pour dénoncer que les actions russes étaient prévues bien avant cet événement compte tenu de leur ampleur. On notera d'ailleurs que la Russie n'avait pas employé l'argument des représailles lorsque l'Ukraine avait endommagé plusieurs ponts stratégiques dans la région en août dernier. Cela mettrait donc hors de propos l'argument des représailles. Pour autant, la Russie cantonne désormais son discours à celui des représailles qui offre un vernis de légitimité à ses frappes. Sans chercher la vérité, qui semble difficile à atteindre, il sera ici analysé la licéité des représailles avancées par la Russie.

Il a été rappelé que les représailles sont des mesures, qui seraient normalement considérées illicites, prises pour faire cesser un acte illicite. La question qui se pose ici est de savoir si la Russie, estimant que l'attaque du pont de Crimée est une violation du droit international, était fondée à réagir par des représailles en violant elle-même certaines règles du DCA.

Si le mécanisme des représailles est reconnu en temps de paix, il fait l'objet de restrictions importantes durant un conflit armé. Les États, n'ayant pu parvenir à un consensus sur l'interdiction générale des représailles en temps de guerre, ont adopté une réglementation sectorielle des représailles. Des dispositions spécifiques conventionnelles et coutumières interdisent ainsi les mesures de représailles contre la population civile ainsi que les biens de caractère civil, notamment les biens indispensables à la survie de la population civile. Du fait de ces dispositions, même face à une attaque illicite, l'armée russe ne pouvait justifier les frappes contre les centrales électriques si ces dernières ne constituaient pas un objectif militaire et/ou apparaissaient être des biens indispensables à la survie de la population civile.

En revanche, en dehors de ces considérations humanitaires, certains actes de représailles demeurent autorisés même en situation de conflit armé. Ainsi, des représailles armées dirigées contre des objectifs militaires pourront être menées, et cela sans qu'il soit nécessaire de démontrer le caractère concret et immédiat de l'avantage militaire puisqu'il s'agit d'un acte qui déroge aux règles habituellement applicables. La Russie tiendrait ici un argument fort pour justifier ses frappes contre les centrales électriques, à condition de considérer qu'elles constitueraient des objectifs militaires. Agissant par représailles, elle ne serait pas liée par les critères d'effectivité et de précision, mais pourrait tout de même viser les centrales arguant un avantage militaire général, celui d'empêcher l'accès des forces armées ukrainiennes à l'électricité. Cette possibilité fait cependant face à des limites.

Dans le cas où la Russie affirmerait que l'attaque contre le pont était illicite et que les centrales électriques constituaient des objectifs militaires procurant un avantage militaire général, il convient toutefois d'examiner si cela serait conforme aux règles relatives aux représailles. Pour qu'une action en représailles soit licite, il faut que son seul but soit de ramener l'État adverse au respect du DCA, non un moyen de vengeance ou de punition. En outre, il faut que les représailles soient une mesure de dernier recours (ultima ratio) ; qu'elles soient proportionnées à la violation en question ; que la décision soit prise au plus haut niveau politique ou militaire et qu'elles cessent lorsque l'État en cause arrête de violer le droit international.

Dans le cas d'espèce, même si la Russie considérait que l'attaque du pont était illicite, il aurait fallu qu'elle réponde de manière proportionnée. Or, il est assez douteux que les pertes humaines, les dommages aux biens de caractère civil, la mise hors service de 40% du réseau électrique et ses conséquences soient une réponse proportionnée à la destruction de deux voies de circulation sur un pont. En outre, on peut tout simplement s'interroger sur le bien-fondé du recours aux représailles qui visent à rétablir le respect du droit. Or dans le cas d'une attaque isolée comme celle du pont, la violation alléguée est terminée. Le but de faire respecter le droit ne peut plus être recherché. Le même raisonnement peut être tenu quant au critère de l'ultima ratio. Cela semble ainsi plus s'inscrire dans une logique de revanche.

Dès lors, la Russie ne pouvait arguer le recours à des mesures de représailles pour justifier ses frappes. Au-delà de ces considérations juridiques, les représailles ont également des répercussions stratégiques. Elles sont souvent critiquées pour leur incapacité à faire respecter le droit et, surtout, le risque d'escalade qu'elles induisent. Le recours à cet instrument des représailles oriente souvent les belligérants vers une spirale de représailles, vecteur de la violation et de la dépravation du droit. C'est ce tournant de la guerre vers un mépris du droit toujours plus important qui préoccupe particulièrement aujourd'hui, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres dénonçant « une nouvelle escalade inacceptable de la guerre [où] comme toujours, les civils paient le plus lourd tribut ».
lerubicon.org

La Russie a camouflé la prise de la Crimée en insurrection locale appelant à l'aide, et maquillé son agression en « accords de Minsk »

Analyse publiée dans Défense et Sécurité internationale n°144 de décembre 2019, par le colonel Michel Goya, qui rappelle le contexte ayant amené aux fameux et fumeux accords de Minsk.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine de février 2014 à février 2015 constitue la plus violente confrontation entre États européens depuis 1945. Pour autant, ce conflit n'a jamais atteint le seuil de la guerre «ouverte» ou «déclarée». Il aura suffi pour cela que le camp le plus puissant, la Russie, combine habilement trois opérations militaires «sous le seuil» et soit capable de nier qu'elle est en train de les réaliser.

C'est ainsi que l'on parvient en un an et sans l'avouer à imposer sa volonté à un État de 45 millions d'habitants.

L'opération de saisie
La première opération est une opération de saisie, le grand classique de la culture stratégique russe. Rappelons que dans un contexte de dissuasion mutuelle où aucun des adversaires ne veut réellement combattre l'autre, l'opération de saisie consiste à s'emparer d'un point, ou de s'y positionner, pendant le délai de réaction de l'adversaire où à son insu. Lorsque ce dernier peut enfin prendre une décision, il est trop tard et il se retrouve bloqué dans la position initiale. C'est un pari risqué qui ne réussit pas toujours, comme à Cuba en 1962, mais parfois fonctionne parfaitement comme en Crimée.

En février 2014, la Crimée est défendue par 15 000 soldats ukrainiens avec une forte escadre de chasseurs Mig-29 et une brigade blindée-mécanisée. Elle est pourtant conquise en une semaine par quelques milliers de soldats russes, sans combat ni pertes. L'opération commence par l'infiltration d'éléments légers, forces spéciales, fantassins de marine, depuis la base russe de Sébastopol qui, les 27 et 28 février, occupent ou investissent les points clés du territoire dont le siège du Parlement, les points d'entrée et les principales bases militaires. Cette première force légère est alors renforcée de miliciens locaux et de moyens plus lourds, une escadrille d'hélicoptères d'attaque d'abord puis une brigade motorisée qui traverse le détroit de Kertch par ferries et termine le bouclage au nord de la péninsule. Un processus politique local d'autodétermination est organisé alors même que la manœuvre militaire n'est pas encore terminée.

Le 16 mars, le résultat de la consultation exprime sans surprise un désir ardent de la population de Crimée d'être rattaché à la Russie, proposition reçue favorablement à Moscou et mise en œuvre immédiatement.

Avec cette opération, on a pratiquement atteint l'idéal opératif russe de saisie simultanée de l'espace de bataille dans tous ses champs et sa profondeur. Cela a été facilité par la géographie, mais aussi une population réellement très favorable et surtout une absence quasi totale de réaction de la part des forces ukrainiennes.

Cette absence a des causes conjoncturelles, les troubles de la révolution de Maidan et le changement de régime ont entraîné une grande confusion au sommet de l'État et ralenti son processus de décision.
Elle a surtout des causes structurelles.

L'armée ukrainienne est alors une armée creuse. Elle a totalement été négligée depuis l'indépendance du pays et celui-ci paye désormais cette négligence. Il y avait dans cette armée aussi peu de matériels réellement disponibles (entre 6 et 8 Mig-29 sur les 45 de la base de Belbek, en Crimée) que de compétences tactiques et même de volonté de combattre, d'autant plus que de nombreux militaires ukrainiens étaient russophiles.

L'amiral Denis Berezovski aura réussi la performance d'être en quelques jours désigné successivement comme commandant de la flotte ukrainienne, amiral de la très provisoire république indépendante de Crimée et enfin adjoint de la flotte russe de mer Noire.

Au moment de l'annexion, la très grande majorité des soldats ukrainiens en Crimée décide d'y rester, tandis qu'au même moment, une partie du reste de l'armée et de la police rejoignait les séparatistes, voire la Russie.
Une fois la Crimée saisie, l'État ukrainien ne réagit pas, comme avait pu le faire le Royaume-Uni après la prise des îles Malouines en 1982. Il ne reconnaît pas l'annexion, mais n'entreprend aucune opération de reconquête. Face à un adversaire beaucoup plus puissant et menaçant, il est dissuadé d'agir. C'est l'opération de saisie parfaite.

La réaction la plus forte vient finalement de l'étranger. La Russie la craignait. C'est la raison pour laquelle l'opération de saisie a été camouflée en insurrection locale appelant à l'aide. Les soldats russes engagés en Crimée puis dans le Donbass ont été ainsi dépourvus de tout attribut national. Il n'y avait évidemment aucun doute sur l'origine de ces «petits hommes verts» qui fusionnaient avec les milices locales, mais le but n'était pas de cacher, mais de pouvoir nier. L'opération, comme pour l'ensemble de la confrontation avec l'Ukraine, a été aussi appuyée par une intense campagne d'«information» auprès de tous les sympathisants, mais aussi de tous ceux qui pouvaient ainsi justifier leur retenue. Au «caporal stratégique» dont le moindre fait et geste était censé être scruté par les médias, la Russie y a répondu par le camouflage du caporal et le brouillage des médias.

L'opération de mobilisation

Dès le début de l'opération de saisie de la Crimée, la Russie procède à un grand exercice de mobilisation militaire de long de la frontière. Ces exercices sont alors suffisamment fréquents pour permettre de nier tout lien avec la crise ukrainienne, mais il s'agit là bien évidemment de concentrer une masse de manœuvres suffisante pour subjuguer les faibles forces armées ukrainiennes ou au moins de menacer de le faire.

Plus précisément, outre le groupement de forces en Crimée, le dispositif russe est structuré en deux groupements. Au sud, deux brigades motorisées et sept brigades ou régiments de Spetsnaz et de *parachutistes sont placés face au Donbass. Au nord, ce sont six brigades blindées, mécanisées ou motorisées et trois brigades légères qui sont installées de Belgorod à la Biélorussie.

L'ensemble représente un peu moins de 95 000 hommes, dont 50 000 dans les unités de combat, auquel il faut ajouter un groupement de réserve fort d'au moins une division parachutiste et une brigade de reconnaissance dans la région de l'isthme de Kerch, ainsi que les forces russes en Transnistrie, l'équivalent d'une brigade seulement, mais assez pour encore fixer sur la frontière ouest une partie des forces ukrainiennes. Le dispositif aérien déployé est du même ordre et d'une supériorité encore plus importante vis-à-vis de son équivalent ukrainien. Le commandement russe ayant sélectionné les unités selon leur degré de professionnalisation, l'ensemble de cette force de manœuvre est formée de groupements ad hoc et assez disparate. Elle est néanmoins considérable. Pour un potentiel humain et budgétaire environ deux fois inférieur, la France ne pourrait déployer que peut-être l'équivalent en volume de quatre ou cinq brigades russes. En face, en 2014, il est possible que les forces ukrainiennes réellement opérationnelles ne dépassent pas 10 000 hommes.

Il semble que l'option d'une offensive générale ait été sérieusement envisagée avant d'y renoncer au mois d'avril. Moscou privilégie une approche plus limitée dans ses objectifs et ses méthodes, utilisant plutôt cette force de manœuvre comme force de dissuasion, y compris pour les pays occidentaux, de fixation d'une grande partie de l'armée ukrainienne, détournée ainsi de la lutte contre les mouvements séparatistes, et de base arrière et réservoir de forces au profit de ces dernières organisations. Au milieu de l'été, la force de manœuvre russe est réduite de moitié, mais conserve ses effets stratégiques tout en étant rendue permanente par un système de rotation des unités.

L'opération d'appui à l'insurrection (APINT) Pour le reste, la Russie agit en appui des mouvements de protestation qui se développent dès le mois de mars dans les provinces russophones de l'est de l'Ukraine, dans l'espoir de diviser encore plus le pays par un fédéralisme paralysant. Là encore, il s'agit d'obtenir des effets stratégiques sans dépasser un seuil de provocation. La ligne suivie est de rendre impossible la victoire du gouvernement de Kiev sur les séparatistes en répondant en permanence à l'escalade locale, tout en conservant toujours la possibilité de nier son implication.

En mars 2014, le mouvement séparatiste n'est d'abord qu'une protestation générale. La Russie se contente alors d'appuyer leurs revendications face au gouvernement ukrainien en jouant sur l'intimidation militaire et la pression économique, en jouant sur le prix du gaz par exemple. La réponse ukrainienne à la protestation est alors sans doute plus vigoureuse qu'anticipée, en partie avec l'apparition de bataillons de volontaires nationalistes, formés spontanément, en jouant sur toutes les possibilités des réseaux sociaux ou par des oligarques, qui apparaissent par ailleurs, et de tous les côtés, comme des acteurs majeurs du conflit. Dans les deux cas, il est démontré ainsi la facilité nouvelle de «lever des troupes» dès lors que l'on dispose d'argent et d'un espace vide ou faible d'autorité étatique. Cette levée en masse citoyenne aide la police à rétablir l'ordre dans les grandes villes de Kharkov et Marioupol, et de reprendre le contrôle d'une partie du Donbass.

Menacé, le mouvement de protestation se durcit et se militarise grâce à l'action de nouveaux leaders plus proches des Russes. Durant le mois d'avril, on voit apparaître de ce côté aussi des bataillons de volontaires armés, qui s'équipent localement, ou de plus en plus avec l'aide de la Russie. Igor Girkin, dit Strelkov, proclame la République de Donetsk, bientôt suivie par celle de Louhansk. Strelkov prend le contrôle total de la ville de Slavyansk et en fait le symbole de la résistance.

Le gouvernement répond en mai par une offensive baptisée «antiterroriste» qui s'efforce d'étouffer la rébellion. Grâce à la réintroduction de la conscription, les forces de la police et de l'armée sont renforcées et engagées dans des opérations de plus en plus importantes, visant à tenir les points clés comme les aéroports de Donetsk et Louhansk, à couper la frontière avec la Russie, puis à s'emparer progressivement de tous les bastions rebelles. Tous les moyens militaires sont employés. La Russie répond par une aide accrue en «volontaires», mercenaires et surtout en équipements lourds, toujours sous la fiction de l'équipement volé aux Ukrainiens. Les combats sont de plus en plus violents. Le ciel fait notamment l'objet d'une bataille inédite où la moitié de la flotte d'attaque au sol et d'hélicoptères est, ainsi que le vol civil commercial Mh-17, abattue par le système de défense antiaérienne rebelle. À la fin du mois d'août, l'offensive gouvernementale ukrainienne semble malgré tout sur le point de l'emporter.

La Russie ne pouvant accepter cette victoire, elle franchit alors un nouveau seuil. Les forces ukrainiennes le long de la frontière sont écrasées sous le feu de l'artillerie russe, puis percées par l'engagement de quatre groupements tactiques interarmes (GTIA) sous le drapeau des républiques séparatistes. Tactiquement, ces GTIA combinent la puissance de choc des chars de bataille et la puissance de feu de la combinaison drones-artillerie à longue portée. Ils sont irrésistibles pour les forces ukrainiennes qui sont écrasées à Iloyansk, ouvrant ainsi la route vers Louhansk, Donetsk et Marioupol. L'aéroport de Louhansk est repris après un écrasement des défenses au mortier de 240 mm et des combats de chars.

Le gouvernement ukrainien cède et signe le protocole de Minsk le 5 septembre.

Le 17 janvier, une nouvelle offensive russe est lancée avec six groupements et autant d'axes d'attaque. L'aéroport de Donetsk est à son tour pris par les forces russo-rebelles selon les mêmes procédés qu'à Louhansk. Les combats majeurs se déroulent cependant autour de la poche de Debaltseve, au centre du Donbass. La poche tenue par 6 000 hommes est assaillie par des forces d'un volume double, regroupant typiquement deux brigades irrégulières, Prizark et ses volontaires internationaux, ainsi que la brigade cosaque, mais surtout cinq GTIA russes. Après un mois de combats, dont des affrontements importants de chars, c'est un nouveau désastre ukrainien qui oblige à un repli catastrophique.

Placé dans une situation difficile et sans réelle implication concrète des puissances occidentales, le gouvernement ukrainien est obligé d'accepter, le 12 février 2015, les accords dits de Minsk II qui consacrent la victoire de la Russie en actant la partition de l'Ukraine et de fait sa neutralisation stratégique.
dreuz.info

Les ruptures de la géopolitique du pétrole

mar. 13 déc. 2022 à 11:26

La transition énergétique est désormais au cœur des recompositions géopolitiques, en particulier pour les Européens. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, marque une césure. Il y a un avant et un après, dans la mesure où nous assistons à une déglobalisation du marché pétrolier.

Or, le pétrole continue à irriguer l'économie mondiale. Deux éléments doivent être gardés à l'esprit. En premier lieu, les hydrocarbures demeurent indispensables à toute croissance économique à court et moyen termes. La décarbonation est un processus de longue durée. Cela signifie que les efforts pour l'accélérer doivent s'accompagner d'efforts d'optimisation de la consommation du pétrole et de conversion du charbon au gaz. N'oublions jamais que le charbon représente encore 26 % de la consommation mondiale d'énergie. En second lieu, il apparaît qu'il n'existe pas, à court terme, de substitut immédiatement disponible au gaz et au pétrole russes pour le marché européen. La crise énergétique devrait durer.

Avant février 2022, les spécialistes de l'énergie insistaient sur les bouleversements entraînés par le déploiement des énergies renouvelables. L'« énergie propre » apparaissait à la fois comme le moyen et la fin ultime. La décarbonation conditionne la lutte contre le réchauffement climatique. Certains espéraient qu'elle pourrait « dégéopolitiser » les questions énergétiques. En réalité, elle crée de nouvelles dépendances et donc de nouveaux rapports de force, tout en se superposant à la traditionnelle géopolitique du pétrole. Cela élève à la fois le degré de complexité et le niveau d'incertitude. En réalité, la capacité de bâtir un système d'« énergie propre » apparaît de plus en plus comme un nouvel attribut de puissance. Certains pays y parviendront plus vite et à moindre coût que d'autres. Paradoxalement, les États producteurs de pétrole et de gaz bénéficient de revenus qui devraient leur permettre de financer, plus aisément que les autres, leur transition. Pour les trois principaux producteurs (États-Unis, Arabie saoudite et Russie), la situation se présente très différemment.

Washington fait de la « domination énergétique » (energy dominance) un objectif fondamental de sa politique de sécurité depuis 1945. Devenus exportateurs nets d'hydrocarbures, ils ont décidé d'investir massivement dans l'« énergie propre » avec l'Inflation Reduction Act voté en août 2022, qui marque la seconde rupture entre les administrations Trump et Biden, après le retour dans l'accord de Paris. Cette loi prévoit 369 milliards d'investissements dans les énergies nouvelles. Joe Manchin, sénateur de Virginie-Occidentale qui a joué un rôle clé, résume bien le positionnement de son pays : « Nous ne devons pas nuire à notre statut de superpuissance mondiale en éliminant une énergie fossile fiable et économique avant que les nouvelles technologies ne soient prêtes à prendre la relève.» Avec la Vision 2030, présentée en 2016, Mohammed ben Salmane (MBS) a fait de la décarbonation un objectif prioritaire. Il s'agit, ni plus ni moins, de « sevrer » son futur royaume de son « addiction au pétrole », pour reprendre ses termes. Six ans plus tard, Riyad peine à convaincre sur son orientation, dans un contexte où son secteur pétrolier engrange des bénéfices historiques. Quant à Moscou, l'objectif a toujours été de maximiser la rente énergétique sur laquelle s'est construit le régime de Vladimir Poutine, qui ironisait jadis : « Qui se plaindrait en Russie de quelques degrés de plus ? »

Après février 2022, les réalités de la géopolitique du pétrole sont réapparues au grand jour. Au cours des années 1980, les États-Unis avaient convaincu les Saoudiens d'augmenter leur production pour faire chuter les prix au détriment des Soviétiques enlisés en Afghanistan. Quarante ans plus tard, Joe Biden a tenté une opération similaire en rendant visite à MBS. Décision dont il est encore difficile de mesurer les conséquences en dehors du secteur pétrolier, ce dernier ayant refusé.

Dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+), il s'est au contraire entendu avec Moscou pour diminuer sa production afin de maintenir des prix élevés. Ce sont évidemment les Européens qui se retrouvent dans une position très délicate. En ce qui concerne le gaz, ils ont trouvé d'autres solutions onéreuses en important du gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis et des volumes supplémentaires en provenance de Norvège, du Royaume-Uni et d'Azerbaïdjan. Le marché mondial du pétrole se transforme en blocs énergétiques.
revue-etudes.com

Selon Washington, le groupe paramilitaire russe Wagner se procure des armes auprès de Pyongyang

En théorie, les sociétés militaires privées [SMP] n'ont pas droit de cité en Russie, en vertu du Code pénal, dont l'article 359 interdit les activités militaires à l'étranger en dehors de celles menées par les forces régulières. Et ceux qui s'aviseraient d'y déroger risquent des peines allant de 7 à 15 ans de prison. Et cela, avait-il été expliqué, parce que le ministère de la Défense et les services de sécurité russes [dont le FSB] voulaient éviter l'apparition d'organisation armées qui, financées par des oligarques, étaient susceptibles de finir par nuire aux intérêts de l'État.

En revanche, dans la pratique, il en va autrement puisque le Kremlin tolère les groupes paramilitaires, pourvu que ceux-ci servent ses intérêts. Plusieurs ont donc vu le jour, dont Slavonic Corps [immatriculuée à Hong Kong], RSB Group [établi à Moscou] et, évidemment, Wagner, qui a récemment inauguré son siège social à Saint-Petersbourg.

Fondée par DmitriOutkine, un ancien du GRU [renseignement militaire] et par Evgueni Prigojine, surnommé le « cuisinier de Poutine », le groupe Wagner permet à la Russie d'étendre son influence en Afrique, comme on l'a vu en Libye, au Mozambique [mais sans réel succès] en Centrafrique et au Mali. Et le Burkina Faso pourrait s'ajouter prochainement à cette liste. Il a également été engagé en Syrie. Et, actuellement, il participe à la guerre en Ukraine, où il serait engagé dans les combats de Bakhmout.

Son implication y est d'ailleurs difficile à cerner. En avril, un responsable européen, cité par l'AFP, avait affirmé que 10'000 à 20'000 mercenaires ou combattants syriens et libyens étaient engagés aux côtés des forces russes. Il n'est pas évident « d'estimer combien exactement de ces 10 à 20.000 hommes appartiennent au groupe Wagner », avait-il admis.

Cela étant, un mois plus tôt, le renseignement britannique avait publié une estimation plus « raisonnable », en avançant qu'un peu plus d'un milliers d'employés de Wagner avaient été déployés dans le Donbass [sud-est de l'Ukraine]. Et il s'en était tenu à cette évaluation jusqu'à 23 décembre. En effet, selon la BBC, les effectifs du groupe paramilitaire auraient augmenté significativement pour atteindre les 20'000 combattants. Soit 10% du total des forces russes sur le terrain. « Le groupe joue désormais un rôle beaucoup plus visible dans la guerre en Ukraine » et, ayant « troqué la qualité contre la quantité », il est désormais confronté aux mêmes défis et aux mêmes pertes sur le champ de bataille que l'armée russe au sens large », ont expliqué des responsables britanniques à la BBC.

Pour étoffer ses rangs, Wagner aurait massivement recruté dans les prisons. Du moins, c'est ce que suggèrent les renseignements de source ouverte, le nombre de détenus ayant chuté de 23'000 entre septembre et novembre, période durant laquelle le groupe cherchait des combattants.

Quoi qu'il en soit, recruter est une chose. Mais équiper les recrues en est une autre. Or, d'après le Conseil de sécurité national de la Maison Blanche, la Corée du Nord aurait livré un lot important d'armes au groupe Wagner.

« La Corée du Nord a fait une première livraison à Wagner, qui a payé pour ces équipements. Le mois dernier, [elle] a livré en Russie des obus et des missiles destinés à Wagner », a en effet affirmé John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale. Et de préciser que le groupe paramilitaire dépense « 100 millions de dollars chaque mois pour ses opérations en Ukraine ».

*À noter que le renseignement américain ne fait pas la même évaluation que celle de son homologue britannique au sujet de l'engagement de Wagner en Ukraine.. Puisqu'il estime que le groupe y compterait 50'000 combattants.

« Il n'y a eu aucune transaction d'armes avec la Russie », a démenti la diplomatie nord-coréenne. Ce qui est exact en théorie. puisque Wagner n'est pas une émanation du gouvernement russe stricto sensu. Quant à M. Prigojine, il a assimilé les propos de John Kirby à des « ragots ». « Tout le monde sait que la Corée du Nord n'a pas fourni depuis longtemps des armes à la Russie. Et aucune démarche de ce type n'a été effectuée », a-t-il dit, via un communiqué.

Quoi qu'il en soit, pour Washington, « il est évident [.] que Wagner est en voie de devenir une puissance rivale de l'armée russe régulière et d'autres ministères russes ». Qui plus est, a expliqué M. Kirby, « depuis des mois, l'armée russe compte sur Wagner pour mener le combat dans certaines zones du Donbass et dans certains cas, les officiers russes sont en réalité soumis aux ordres de Wagner ».

Cependant, les troupes de ce groupe paramilitaire sont « mal équipées et mal entraînés », ce qui expliquerait leurs « lourdes pertes », notamment à Bakhmout. Quant à M. Prigojine, a poursuivi M. Kirby, il « n'a aucune considération pour la vie humaine » et « semble s'intéresser beaucoup plus à son influence au Kremlin qu'aux hommes qu'il recrute pour se battre en Ukraine. Tout ce qui compte pour lui est de faire bonne figure auprès [de Vladimir] Poutine ».

Par ailleurs, l'Iran entend poursuivre ses livraisons d'armes à la Russie. C'est en effet ce qu'a déclaré David Barnea, le chef du Mossad [renseignement extérieur israélien], lors d'un discours prononcé le 22 décembre. Ce qui, au passage, confirme les soupçons des États-Unis, lesquels ont dit s'inquiéter, le 10 décembre, du « partenariat militaire à grande échelle » et « toujours plus approfondi » entre Moscou et Téhéran. « Nous mettons en garde contre les intentions futures de l'Iran, que ce pays tente de garder secrètes, qui sont d'approfondir et d'étendre ses livraisons d'armes perfectionnées à la Russie », a affirmé .Barnea. « Nous avions déjà braqué les projecteurs sur les livraisons d'armes à la Russie, malgré les mensonges de l'Iran [.] qui nous sont familiers », a-t-il rappelé.
opex360.com

Balkans occidentaux, talon d'Achille de l'Europe

LE MONDE QUI VIENT.

L'UE ne sera guère crédible si elle ne parvient pas, rapidement, à cicatriser les plaies ouvertes des Balkans.

Par Emmanuel Berretta

Le sommet de Tirana le 6 décembre entre les Balkans et l'Union européenne.
© LUDOVIC MARIN / AFP

La guerre en Ukraine et le jeu d'influence de Vladimir Poutine dans les Balkans occidentaux tirent les Vingt-Sept d'un sommeil profond. L'année 2022 a marqué un tournant : l'Union européenne ne veut plus laisser dériver cette région, enclavée dans les flans de l'Europe, vers des rivages inamicaux. La Russie, la Chine, la Turquie et des pays du Golfe y ont avancé leurs pions. L'empressement européen à se préoccuper de cette région, après 20 ans de frilosité – notamment de la France –, de lâcheté et de promesses reportées, tient aussi à l'urgence de couper la route migratoire : 130 000 franchissements illégaux de la frontière de l'UE ont été enregistrés dans les Balkans en 2022, pour moitié entre la Serbie et la Hongrie.

« Les Balkans produisent plus d'histoire qu'ils ne peuvent en consommer. » L'aphorisme de Winston Churchill n'a pas pris une ride. Depuis l'éclatement de l'ex-Yougoslavie au début des années 1990, les braises des guerres sont restées incandescentes. Dans le même temps, le pouvoir de séduction de l'Union européenne, perçue à l'origine comme un havre de paix et de prospérité, ne cesse de s'éclipser.

Des Serbes de moins en moins europhiles

Selon le Balkan Barometer de 2022 (une étude annuelle depuis 2016), 28 % des populations des six pays des Balkans occidentaux considèrent que l'adhésion à l'UE n'arrivera jamais, un chiffre en hausse de 4 points sur un an. La Serbie, où le sentiment pro-russe est entretenu par l'élite au pouvoir, affiche les scores d'adhésion les plus faibles. Les Serbes ne sont que 38 % à considérer que l'adhésion à l'UE apportera stabilité et croissance, bien loin de l'enthousiasme encore réel des Albanais (89 %) ou des Kosovars (77 %). La situation est plus contrastée s'agissant des Macédoniens (56 %), des Monténégrins (57 %) et des Bosniaques (50 %).

Des « illusions perdues ? » s'interroge Pierre Mirel dans le dernier numéro de la revue de l'Institut français des relations internationales (Ifri), *Politique étrangère*.

Cet ancien directeur général de la Commission européenne (2001-2013) résume 20 ans de piétinement durant lesquels l'Union européenne n'a pas su stabiliser la région, s'est divisée à son propos et n'a pas vraiment pesé pour faire avancer l'état de droit, un critère pourtant essentiel à toute adhésion. « Dans les Balkans occidentaux, bien des élites préfèrent les gains à court terme du maintien au pouvoir aux avantages à long terme de l'adhésion », écrit-il justement.

Un dirigeant soupçonné de trafic de cigarettes

Le dirigeant monténégrin Milo Djukanovic, par exemple, est au pouvoir depuis… 1991. Ancien protégé de Slobodan Milosevic, il enchaîne depuis ses 29 ans les postes de Premier ministre (6 fois) et de président de la République. La justice italienne le suspecte d'être un rouage clé du trafic de tabac dans l'Adriatique, en lien avec la mafia. Son immunité politique le protège de toute poursuite. Sa réputation sulfureuse n'a pas nui à son élection à la présidence de la République du Monténégro dès le premier tour le 15 avril 2018, avec près de 54 % des suffrages exprimés. On lui a donc déroulé le tapis rouge, lors du sommet de Tirana, organisé le 6 décembre dernier entre l'UE et les pays de la région.

Pour conserver le pouvoir, beaucoup dans les Balkans se sont arrangés avec les principes démocratiques : les élections se déroulent dans un contexte où la presse est muselée ou inféodée aux mains d'amis qui peuvent s'enrichir par la corruption sans être inquiétés par un pouvoir judiciaire, lui-même, corrompu ou aux ordres. L'UE réprouve, mais elle serait plus crédible si elle n'avait, par faiblesse, laisser durant de longues années prospérer en son sein ce modèle de « démocrature » à travers le régime de Viktor Orban en Hongrie.

L'Albanie nettoie son système judiciaire

Il faut cependant noter les progrès accomplis par l'Albanie d'Edi Rama qui, à partir de 2017, passe au crible les compétences et le patrimoine de tous les magistrats. À la moitié de l'année 2022, 45 % des 408 juges inspectés ont été révoqués ou ont démissionné. Le pourcentage chez les procureurs est de 37 %. L'épuration engendre un inconvénient : la pénurie de juges intègres, et le ralentissement consécutif de la justice, en attendant les nouveaux diplômés…

Le sommet de Tirana du 6 décembre – le premier à être organisé dans un pays de la région – a récompensé les efforts d'Edi Rama. Le Premier ministre albanais a reçu en majesté ses homologues de l'UE et ses partenaires des Balkans. En l'échange de leur soutien (l'UE est le principal donateur), les Européens ont renouvelé à l'égard des Balkans une exigence géopolitique majeure : « Des progrès rapides et continus vers un alignement complet sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE […] y compris en ce qui concerne les mesures restrictives décidées par l'UE. »

Vucic, le funambule géopolitique

Le serbe Vucic, notamment, n'applique pas les sanctions européennes contre la Russie, considérant, comme son voisin Viktor Orban, que sa dépendance aux hydrocarbures russes ne le lui permet pas. Cependant, il a signé l'engagement de Tirana. Qu'en fera-t-il réellement ? Vucic est passé maître dans l'art de courtiser à la fois les Européens, les Russes, les Chinois…

« La multiplicité des acteurs extérieurs et leurs agendas différents ou concurrents, y compris au sein de l'UE, ont souvent facilité l'effacement des principes et la révision de la conditionnalité à la baisse, constate Pierre Mirel. La crédibilité de l'UE s'en est réduite d'autant. »

À Tirana, les Européens se sont engagés à des investissements de 9 milliards d'euros et un milliard en garantie, en espérant que le secteur privé et les banques suivront avec 20 milliards d'euros supplémentaires. C'est peu en vérité, car ces 9 milliards d'euros représentent autant que ce que la Bulgarie reçoit à elle seule… L'Union européenne ne peut changer la donne économique. Contrairement à une idée reçue, c'est l'UE qui profite des Balkans et non l'inverse ! La région, qui dépend à plus de 70 % de ses échanges avec l'UE, est en déficit commercial de l'ordre de 7,5 à 9,7 milliards d'euros par an…

Une aide européenne face à la crise énergétique

Les Balkans sont invités à bénéficier des achats de gaz en commun de l'Europe en 2023. « La solidarité énergétique est bienvenue, analyse Pierre Mirel pour *Le Poin*t. On ne peut pas demander aux partenaires d'appliquer les sanctions envers la Russie sans compenser les conséquences, ce que les citoyens ne comprendraient pas. Il est aussi évident que nous devons essayer de garder la Serbie dans le giron occidental compte tenu de l'importance du pays et des pressions et menaces de Moscou. »

Le Conseil européen a également reconnu à la Bosnie-Herzégovine le statut de pays candidat, en dépit du fait que les 14 conditions posées par la Commission dans son avis de mai 2019 n'ont pas été remplies. Les Vingt-Sept hâtent le pas comme ils l'ont fait pour l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie s'agissant de la « perspective européenne ». Les considérations géopolitiques motivent cette accélération. Car jusqu'à présent, l'UE est demeurée impuissante à modifier le cadre qui empêche l'émergence d'un véritable État bosnien débarrassé des clivages ethniques paralysants.

Les trois partis dominants du paysage bosniaque, le SNSD des Serbes de Bosnie, le HDZ des Croates et le SDA des Bosniaques, se partagent depuis trente ans la rente du pouvoir et, de facto, s'efforcent, en alliés objectifs, de bloquer toute évolution. La vie publique s'en trouve réduite à l'entretien du clientélisme ethnique et aux discours belliqueux pour s'assurer une forme d'emprise sur les esprits. Les quotas ethniques d'une administration boursouflée – premier employeur du pays – offrent au personnel politique un terrain propice à perpétuer incompétence et népotisme. La Serbie et la Croatie continuent de s'immiscer dans les affaires du pays en soutenant les visées sécessionnistes des Serbes et des Croates de Bosnie. Les Turcs s'en mêlent en soutenant, de leur côté, les Bosniaques musulmans.

Adhésion au mérite

La négociation qui va s'ouvrir en vue d'une adhésion de la Bosnie-Herzégovine doit être l'occasion d'obtenir le déverrouillage d'un État vérolé par le nationalisme ethnique, en s'appuyant sur une société civile dont les tentatives de sortir de cet étau ont été jusqu'ici ignorées. La crédibilité internationale de l'Europe puissance passe par là. Et pas seulement par le soutien à l'Ukraine agressée.

L'UE doit changer de méthode : les fonds européens devraient accompagner des réformes concrètes qui délivrent aux peuples des Balkans des bienfaits immédiats et palpables. Les Vingt-Sept ont convié la Commission à « politiser » le processus d'adhésion selon les mérites, avec une possibilité de retour en arrière. En somme, ceux qui accomplissent les efforts doivent recevoir plus et avancer plus vite vers l'intégration. Comme le souligne Pierre Mirel, « il faut espérer que ce processus sera engagé en 2023, faute de quoi la situation dans les Balkans risque de perdurer avec des risques d'instabilité ». Sans amélioration rapide, les Balkans occidentaux continueront à se vider de leurs forces vives ; l'exil étant la meilleure façon d'adhérer à l'Europe…

Alerte à Taïwan : chronique d'une invasion annoncée

REPORTAGE. Xi Jinping envisage la force et l'armée chinoise se prépare. Enquête sur l'autre grande menace géopolitique mondiale.

Par Jérémy André, envoyé spécial à Taipei
Publié le 20/10/2022 à 07h30 - Modifié le 20/10/2022 à 09h16

La guerre de Taïwan aura-t-elle lieu ? Maintenant, ou dans une décennie ? Une invasion, ou plutôt un blocus ? Une victoire éclair, ou une guerre mondiale ? Rarement fracture géopolitique n'aura suscité des avis aussi contradictoires. Cet été, alors que la Chine organisait les manœuvres aéronavales les plus menaçantes de son histoire, cernait sa voisine insulaire et canardait les eaux environnantes de missiles, la planète retenait son souffle. Les habitants de l'île, eux, accueillaient avec scepticisme cette énième démonstration de force du continent. Dans les semaines qui ont suivi, on glanait partout les mêmes réactions blasées. Cela n'aurait été qu'un épisode de plus de l'*« intimidation habituelle »*, juge Lin Yukai, un jeune politicien du port de Kaohsiung *(lire reportage page 46),* d'ordinaire soucieux de la menace chinoise. *« Je continue ma vie, la guerre paraît impossible »,* confie « Nono », coiffeuse rencontrée dans cette même ville, au diapason d'une nation incrédule.

Menaces et crises. Après soixante-dix ans de menaces et trois crises militaires, en 1955, en 1958 et en 1995-1996, années où la Chine avait encore bombardé durant des mois des îles voisines de ses côtes, les Taïwanais sont comme insensibilisés au danger. *« On dirait le conte de* Pierre et le Loup *»*, regrette Chen Yi-chi, le fondateur d'un parti politique indépendantiste, qui s'inquiète de voir ses compatriotes si peu mobilisés. Car l'indifférence populaire n'est pas le plus fiable des devins face aux catastrophes.

Les élites sont divisées sur la réalité de la menace. À écouter les diplomates taïwanais, qui se font l'écho du message rassurant de l'exécutif, les manœuvres chinoises ne présagent pas une guerre imminente, au contraire. Après la déconfiture de Vladimir Poutine en Ukraine, Xi Jinping n'oserait pas avant longtemps franchir le Rubicon du détroit. À Taipei, autour d'un déjeuner de xiaolongbao, savoureux raviolis garnis de bouillon, un cadre du ministère rit de voir le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) *« perdre la face »* après la visite historique de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, les 2 et 3 août à Taipei.

Puissance. Le président Xi Jinping parle avec des Casques bleus chinois postés à l'étranger par liaison vidéo, lors d'une inspection au Commandement du théâtre central de l'Armée populaire de libération (APL) le 28 janvier 2022.
Diagnostic alarmant. Certains dirigeants taïwanais font cependant un diagnostic beaucoup plus alarmant, comme le milliardaire Robert Tsao, fondateur du géant des semi-conducteurs UMC (United Microelectronics Corp). Cet adepte du zen, jusque-là silencieux sur ces affaires géopolitiques, met en garde qui veut l'entendre :

« Notre population est trop insouciante, confie-t-il au *Point* dans son salon aménagé en salle de méditation. *La plupart des civils ne croient pas qu'il y aura une attaque militaire. Malgré les manœuvres du mois d'août, c'est comme si les civils ne se rendaient pas compte. (…) Si nous nous reposons sur le gouvernement tout le temps, il pourrait être trop tard. Je ne suis pas contre le gouvernement, mais j'ai un sens plus aigu du danger. »*

Alerter. Dans un coup d'éclat qui paraît le premier signe d'un réveil des patrons taïwanais, Tsao a promis 100 millions de dollars pour alerter la population et esquisser un embryon de défense civile. Mais difficile de jeter la première pierre aux Taïwanais. La même incertitude règne parmi les observateurs étrangers. L'ouverture, dimanche 16 octobre, du 20 e Congrès du PCC à Pékin, a illustré une nouvelle fois l'ambivalence de la situation.

Recours à la force. Reconduit pour un troisième mandat de cinq ans, le chef suprême du parti, Xi Jinping, a lu un « rapport de travail » d'une heure quarante-cinq minutes, énonçant la politique de la seconde puissance mondiale pour les cinq ans à venir. *« Nous œuvrerons avec la plus grande sincérité et les plus grands efforts pour une réunification pacifique* [de Taïwan, NDLR] *mais nous ne renoncerons jamais au recours à la force et nous nous réservons la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires »*, a-t-il dit.

Annexion. Parmi les sinologues, les uns ont noté que le texte reprenait les déclarations des précédents congrès qui, depuis les années 2000, lient consubstantiellement la « renaissance de la nation chinoise » à la « réunification » de Taïwan, autrement dit son annexion au prétexte qu'elle était, il y a près d'un siècle et demi, une province de la dernière dynastie de l'Empire chinois.

Anticipation. Démonstration de tirs par une frégate taïwanaise au large de la côte est de l'île, le 26 juillet 2022.

« Il n'y a pas d'indication d'une plus grande urgence par rapport à ce que l'on a entendu par le passé », a commenté Bonnie Glaser, directrice du programme Asie du German

Marshall Fund, un groupe de réflexion américain, l'une des meilleures expertes de Taïwan.L'absence de déclaration belliciste récente de Xi Jinping rassure ainsi une partie des pékinologues, tel l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, président de la prestigieuse Asia Society : *« Depuis longtemps, je suis convaincu qu'il n'a pas l'intention de prendre Taïwan par la force durant les années 2020 »*, explique-t-il. Ce fin connaisseur du PCC, ancien ambassadeur à Pékin, a même développé sa théorie dans un livre publié cette année, *La Guerre évitable* (*The Avoidable War*, PublicAffairs), qui donne sa recette pour désamorcer le conflit. Mais des interprétations diamétralement opposées sont aussi avancées, soulignant les passages les plus belliqueux du discours de Xi Jinping qui a multiplié les menaces contre les *« indépendantistes »*

taïwanais, et leurs supposés soutiens étrangers, États-Unis en tête, accusés d'*« ingérence »* dans des affaires que la Chine considère comme *« intérieures »*. Wang Hsin-hsien, professeur à l'université nationale Chengchi à Taipei, y voit un signe clair que le PCC considère désormais la question taïwanaise comme une *« partie intégrante de la rivalité sino-américaine »*.

Signaux forts. À ceux qui minimisent le risque d'une guerre dans le détroit de Taïwan, danger selon eux encore lointain, répondent donc des alarmistes qui s'appuient sur un faisceau de signaux de moins en moins faibles. Au premier rang desquels figure la vertigineuse expansion de la marine chinoise, dont le tonnage a plus que triplé en vingt ans. Elle dépasse désormais celle des États-Unis en nombre d'unités. En juin, Pékin a mis à flot son troisième porte-avions, le Fujian, et devrait en avoir deux fois plus d'ici à 2030, surpassant nettement les Américains dans la région. Fin septembre, le vice-amiral Karl Thomas, commandant en chef de la VII^{e} flotte américaine, qui patrouille dans le Pacifique, a reconnu lors d'une interview dans le *Wall Street Journal* que si la Chine voulait établir un blocus contre Taïwan, elle en avait la capacité. Tout en assurant qu'avec l'aide de Tokyo, Washington pourrait le briser.

Historique. À Taïwan, le 3 août 2022, rencontre entre la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, et la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen.

Échéances. Autre source d'inquiétude, les échéances évoquées par des responsables se sont dramatiquement rapprochées. Il y a un an déjà, le ministre taïwanais de la Défense, Chiu Kuo-cheng, s'était risqué à évoquer une possible agression venant du continent en 2025. Dans la foulée des manœuvres d'août 2022, des sources du renseignement américain ont évoqué, anonymement, 2024, année d'élection outre-Atlantique, mais aussi à Taïwan. La modérée Tsai Ing-wen devrait laisser la place à un successeur probablement plus offensif, tel son actuel vice-président, William Lai, issu de la branche du Parti démocrate progressiste la plus favorable à l'indépendance.

Casus belli. Un cocktail à haut risque alors que le PCC bondirait sur toute action qu'il pourrait assimiler à une « déclaration d'indépendance » pour y voir un casus belli. Dans le camp des alarmistes, l'Américain Elbridge Colby, ancien du Pentagone sous l'administration Trump, a publié en 2021 *La Stratégie du déni* (*The Strategy of Denial*, Yale University Press), un essai qui préconise de constituer sans attendre une coalition pour arrêter Pékin avant qu'il ne soit trop tard. *« Je ne fais pas de prédiction »*, précise-t-il au *Point*. Il se refuse à donner une date, 2024, 2025, 2027… Mais il s'emporte contre ceux qui repoussent le danger aux calendes grecques, inhibant tout sentiment d'urgence : *« Comment peuvent-ils en être sûrs !* tempête le néoconservateur. *La Chine sait qu'elle aura l'avantage optimal relatif pour agir durant cette décennie*, poursuit-il. *Si les Chinois pensent qu'ils peuvent y arriver, ils le feront. Ce qui m'inquiète vraiment, c'est que les Taïwanais manquent totalement de préparation. Or, pour nous, il faudrait cinq ans pour être prêt. Si c'est pour 2027, c'est maintenant qu'il faut s'y mettre. Je ne comprends pas que les Taïwanais ne consacrent pas déjà 10 % de leur PIB à la défense ! »*

Préparation. ***Le 13 avril 2018, la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, deuxième à partir de la gauche, inspecte un destroyer lors d'un exercice de la marine.***

Le réveil de Taipei est progressif. Le gouvernement a multiplié les commandes d'armements auprès des Américains depuis le mandat de Donald Trump, signant encore des contrats pour 1,1 milliard de dollars début septembre, et lancé des programmes « autochtones » de construction de sous-marins, porte-hélicoptères (dont le premier, le Yushan, a été baptisé cet été), missiles et drones de reconnaissance. À la satisfaction des stratèges, les Taïwanais adoptent petit à petit une approche asymétrique, visant à faire de l'île un « porc-épic », avec des unités légères dotées d'armes létales, sur le modèle de l'Ukraine, capables de survivre à la puissance de feu sans commune mesure de leur agresseur, tout en lui infligeant le maximum de dommages. Mais ces premiers pas paraissent timides face à l'ampleur du défi.

Service militaire. Pressé depuis des années de reconstituer une réserve opérationnelle apte à stopper les deux millions d'hommes de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise, le ministère taïwanais de la Défense promet d'étendre à un an le service militaire (quatre mois pour l'instant) à partir de 2024. Pour conjurer les mauvais augures, les « rassuristes » disent qu'ils ont encore le temps. Ils citent les conseils de prudence de Sun Tzu, stratège chinois du VI^{e} siècle avant Jésus-Christ, et prêtent à Xi Jinping une rationalité qui l'empêcherait de commettre un coup de folie comme Vladimir Poutine. Ils rappellent, à l'instar de l'ancien analyste de la CIA John Culver, sceptique de longue date sur un potentiel conflit, que l'on verrait l'APL venir de loin. Dans une tribune publiée par la Fondation Carnegie, le chercheur de l'Atlantic Council balaie les spéculations sur une guerre imminente.

Selon lui, les préparatifs chinois ne pourraient pas être *« subtils »* : production en masse de munitions, construction de navires de débarquement, stockage de biens industriels et de première nécessité pour parer au choc commercial, préparation des esprits par la propagande, interdictions aux soldats chinois de quitter l'armée…

Entraînement. Un exercice de l'armée taïwanaise le 6 janvier 2022 à Kaohsiung.

Un argumentaire qui ne convainc pas les Cassandre comme Elbridge Colby : *« Les Chinois sont conscients que nous scrutons ces indicateurs*, objecte-t-il. *Un bon exemple, ce sont les vaisseaux de débarquement. Ils n'ont pas nécessairement besoin d'une flotte de navires d'assaut amphibies. Ils pourraient utiliser des ferrys civils pour transporter leurs troupes au travers du détroit. Il leur suffirait d'abord de s'emparer des ports par des opérations aéroportées pour y débarquer. »*

Danger de mort. Alors 2024, 2027 ou jamais ? L'incertitude est l'arme secrète de Pékin. Pour faire comprendre les contradictions de la physique quantique, le savant allemand Erwin Schrödinger avait proposé cette métaphore : si sa mort était déterminée par le monde infinitésimal des particules quantiques, un chat dans une boîte pourrait être à la fois mort et vivant. Taïwan est enfermé dans une pareille boîte par la Chine. État non reconnu par la communauté internationale, son existence est incertaine. Tout comme le danger de mort auquel il fait face, étrange objet de déni pour sa population autant que pour ses protecteurs. L'effet paralysant de l'incertitude empêche Taïwan et ses soutiens de mettre en œuvre une véritable stratégie de défense. Pourtant, le pays existe bel et bien, avec sa vibrante société de 23 millions d'habitants, ses marchés de nuit, son *bubble tea*, ses mascottes, sa monnaie, sa présidente Tsai Ing-wen… Mais les projets d'invasion chinois existent tout autant.

L'escalade du conflit entre l'Algérie et le Maroc

LA LETTRE DU MAGHREB. À couteaux tirés, à frontières fermées, les deux pays ne se parlent plus. Les médiations échouent les unes après les autres. Jusqu'où ?
Par Benoît Delmas - Publié le 01/01/2023 à 11h03 - Modifié le 01/01/2023 à 17h20

« Nous avons rompu avec le Maroc pour ne pas faire la guerre », explique, docte et patelin, le président algérien Abdelmadjid Tebboune dans un entretien accordé au *Figaro*. Et de préciser que, en « soixante ans d'indépendance, la frontière algéro-marocaine est restée fermée pendant quarante ans en réaction à de perpétuels actes hostiles du voisin ». Au palais de la Mouradia, on taquine la litote avec une componction à toute épreuve. Car, off, dans les bureaux du pouvoir, chez les ronds-de-cuir ou les intermédiaires, on dit les choses plus brutalement : « Les Marocains ? On ne parle pas avec un pays qui n'est pas souverain, si on veut une discussion sérieuse, on s'adressera à la France et au Qatar. » On hallucine parfois du niveau de mesquinerie auquel les deux pays sont rendus. Entre les deux poids lourds du Maghreb, tout est désormais à l'avenant.

Un contentieux qui remonte à 1962

Dans les médias algériens, on qualifie le voisin de « narco-État », on s'amuse à expliquer que, en cas de grand vent, tous les moutons de la région sont drogués, car le haschisch cultivé dans le Rif s'est envolé. Ce qui a longtemps été un jeu politique, un duel diplomatique entre tontons flingueurs du Maghreb, est devenu un mal lancinant pour toute l'Afrique du Nord. Que deux pays voisins, même langue, même religion, histoire récente à peu près similaire, soient à ce point butés, heurtés, incapables de se parler même par médiateurs interposés, voilà qui alimente une appréhension croissante.

Dans les années 1970-1980, Hassan II pouvait être en guerre armée avec Alger, cela ne l'empêchait pas de parler « d'estime » pour certains de ses homologues. Peu importe que cela fût vrai, on conservait un minimum de manières, quelques usages. Et on déléguait à des hommes de l'ombre le soin d'entretenir les liens, d'en tisser de nouveaux, de trouver des interlocuteurs de chaque côté de la frontière dans de nombreux domaines, du militaire au commerce. Sous le règne de Bouteflika, surnommé « le Marocain » (il y était né), la frontière était fermée mais les canaux de discussion demeuraient grands ouverts. C'est aujourd'hui fini. On ne se parle plus, l'hostilité ne cesse de monter en puissance sans qu'on perçoive quelques petits arrangements en coulisse. Les contentieux entre les deux pays remontent à 1962. La publication de la carte du Grand Maghreb par le parti marocain Istiqlal : on y voit un Maroc dont les frontières empiètent sur un tiers du territoire algérien. Depuis, les deux pays se déchirent au sujet du Sahara occidental.

L'invitation de M6 faite à Tebboune

Début novembre, le sommet de la Ligue des États arabes, 31e du nom, en fut un parfait exemple. Alger accueillait les tables rondes. Un sommet comme une renaissance pour un régime algérien qu'on donnait pour moribond en 2019 lorsque le hirak drainait des millions de protestataires dans les rues du pays et que le prix du baril de pétrole (90 % des recettes de l'État) était au plus bas. Regonflée à bloc, la diplomatie algérienne menée par le vétéran Ramtame Lamamra fait savoir ses ambitions, revendiquant son statut de puissance régionale (aussi bien sur le plan militaire, économique que géopolitique). Mais durant le sommet, il y avait un éléphant dans la salle de réunion : l'absence du roi du Maroc. Et celui-ci s'est invité le premier soir, peu avant le dîner des délégations. Par la voix de son énergique ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, « Mohamed VI adresse une invitation au président Abdelmadjid Tebboune à se rendre au Maroc pour une visite officielle d'État ». Absent du sommet, le monarque s'invitait dans les débats sans y être. Le Palais chérifien avait lancé un ballon d'essai en septembre à travers quelques médias, laissant planer l'hypothèse d'une venue en personne de M6 à Alger. Hypothèse qui avait pour seule vocation à demeurer une hypothèse. Un sommet bilatéral à Rabat est-il sérieusement envisageable ? Un lieu neutre serait plus indiqué, quelques capitales proposant leurs services. Lorsqu'Alger prône une solution multilatérale, Rabat revient à la charge avec une proposition bilatérale. Le dossier du Sahara occidental, deux habitants par kilomètre carré, occupe chaque année l'ONU qui prône un référendum d'autodétermination. Il est urgent d'attendre une solution. Alors, en attendant, on alimente en petits bois le feu de la discorde. Et on parle foot. « Les Marocains ont honoré le football arabe et surtout le football maghrébin », confie le président Tebboune, avouant avoir applaudi les Lions de l'Atlas jusqu'à leur demi-finale au Qatar. C'est un travers régional : quand on ne peut parler de rien, on glose ballon rond et arbitrage.